

a

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Quatre-vingt-sixième session
Rome, 12-13 décembre 2005

RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES INTERVENTIONS FINANCÉES PAR LE FIDA	iv
RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA	v
RÉSUMÉ	vi
I. INTRODUCTION	1
II. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET LA PAUVRETÉ RURALE	1
A. Situation économique du pays	1
B. Secteur agricole	3
C. Pauvreté rurale	4
D. Réduction de la pauvreté rurale: perspectives et obstacles	5
E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale	7
III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LE PAYS	9
IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA	10
A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés	10
B. Principales possibilités d'innovations et d'interventions du projet	12
C. Possibilités d'élargissement et de partenariat avec des ONG et le secteur privé	13
D. Liens stratégiques possibles avec d'autres donateurs et institutions	14
E. Domaines de concertation	15
F. Mesures visant à améliorer la gestion du portefeuille	16
G. Cadre indicatif de financement et programme de travail à horizon mobile	17

APPENDICES

I.	COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II.	LOGICAL FRAMEWORKS (CADRES LOGIQUES)	2
III.	STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (ANALYSE DES FORCES, FAIBLESSES, POSSIBILITÉS ET MENACES)	6
IV.	IFAD’S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME (CORRÉLATION ENTRE LES AXES INSTITUTIONNELS ET LE PROGRAMME PROPOSÉ POUR LE PAYS)	10
V.	ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ON – GOING AND PLANNED (ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT – EN COURS D’EXÉCUTION ET PRÉVUES)	11
VI.	THE CONSULTATION PROCESS (LE PROCESSUS DE CONCERTATION)	15

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Córdoba oro (NIO)
1,00 USD	=	16,85 NIO
1,00 CRC	=	0,059 USD

POIDS ET MESURES
système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

ACALE	Accord centraméricain de libre-échange
BID	Banque interaméricaine de développement
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par pays
DANIDA	Agence danoise d'assistance au développement international
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FAT	Programme de fonds d'assistance technique
FMI	Fonds monétaire international
FUNICA	Fondation nicaraguayenne pour le développement technique, agricole et forestier
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PRODESEC	Programme de développement économique dans la région aride du Nicaragua
PRORURAL	Programme de développement rural productif
RUTA	Unité régionale d'assistance technique
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
SDC	Direction suisse du développement et de la coopération

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA

Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

CARTE DU PAYS:



Source: Mission du FIDA.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA

Région: Amérique latine et Caraïbes

Pays: Nicaragua

Nom du projet	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture	Code du don/prêt	Monnaie	Montant du prêt/don approuvé	Décaissement (en % du montant approuvé)
Programme de relèvement agricole et industriel	BID	BID	PF	19 déc. 79	23 jan. 80	14 sept. 83	G - I - 20 - NI	DTS	400 000	100
Programme de relèvement agricole et industriel	BID	BID	PF	19 déc. 79	23 jan. 80	14 sept. 83	L - I - 30 - NI	DTS	9 300 000	100
Projet de développement rural intégré dans la région Pronorte	FIDA	BCIE	I	17 déc. 81	16 nov. 82	30 avr. 95	L - I - 89 - NI	DTS	9 600 000	100
Projet d'apport de capital aux petits exploitants de la zone Tropisecc des Segovias - Région I (TROPISEC)	FIDA	SAD	PF	02 déc. 93	27 fév. 95	31 déc. 02	L - I - 346 - NI	DTS	8 250 000	99
Projet de développement rural dans la région aride de la côte pacifique sud	FIDA	SAD	PF	07 déc. 95	21 fév. 97	30 sept. 03	G - I - 20 - NI	USD	55 000	100
Projet de développement rural dans la région aride de la côte pacifique sud	FIDA	SAD	PF	07 déc. 95	21 fév. 97	30 sept. 03	L - I - 406 - NI	DTS	8 250 000	94
Programme de fonds d'assistance technique pour les départements de León, Chinandega et Managua	IDA	IDA	PF	09 déc. 99	20 juin 01	31 déc. 13	G - I - 466 - NI	DTS	150 000	100
Programme de fonds d'assistance technique pour les Départements de León, Chinandega et Managua	IDA	IDA	PF	09 déc. 99	20 juin 01	31 déc. 13	G - I - 92 - NI	USD	75 000	85
Programme de fonds d'assistance technique pour les Départements de León, Chinandega et Managua	IDA	IDA	PF	09 déc. 99	20 juin 01	31 déc. 13	L - I - 529 - NI	DTS	10 150 000	13
Programme de développement économique dans la région aride du Nicaragua	FIDA	BCIE	PF	10 avr. 03	17 août 04	31 mars 11	L - I - 610 - NI	DTS	10 250 000	6

Note: BCI = Banque centraméricaine d'intégration économique; SAD = Société andine de développement; PF = particulièrement favorables; I = intermédiaires; IDA = Association internationale de développement; BID = Banque interaméricaine de développement

RÉSUMÉ

1. Le Nicaragua est, sauf un, le pays le plus pauvre de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes avec un RNB par habitant de 740 USD en 2003. Au cours des trente dernières années, le Nicaragua a été en proie à une guerre civile, à des catastrophes naturelles, à une mauvaise gestion économique et à une instabilité politique qui ont perturbé l'économie nationale. Des changements importants ont cependant été enregistrés ces dernières années. Le pays a retrouvé l'expansion économique, la stabilité macroéconomique, a connu une meilleure gouvernance et une réforme institutionnelle et a bénéficié de mesures la réduction de la dette et du processus d'harmonisation et d'alignement de l'aide. L'instabilité politique actuelle n'est pas propice à des réformes rapides, mais le processus d'harmonisation et d'alignement constitue une bonne base pour les réformes publiques. En 1999, le Nicaragua a été admis à bénéficier de l'Initiative pour l'allégement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). En janvier 2004, il a atteint le point d'achèvement dans le cadre de cette Initiative. Les mesures d'allégement de la dette dont a bénéficié le pays ont représenté une valeur de 3,7 milliards de USD (58% du total de la dette), soit l'équivalent de 90% du PIB. Depuis 2002, le gouvernement met en œuvre un train de mesures visant à améliorer la gestion du secteur public et à moderniser les structures de l'État. Ces transformations ont considérablement amélioré le potentiel de réduction de la pauvreté et ont conduit le FIDA à élaborer un nouvel exposé des options et stratégies d'intervention (COSOP) pour le Nicaragua.

2. En 2003 et 2004, le PIB a progressé de 7,5% par rapport à l'année précédente et les perspectives sont encore meilleures pour les quelques prochaines années. L'agriculture est l'un des principaux moteurs du processus de redressement économique et ce secteur a été marqué par des augmentations de 9% au cours de cette période de deux ans. Ce bilan est imputable à la hausse des cours internationaux et à l'amélioration de l'accès des produits du pays aux marchés. Les produits qui ont enregistré la croissance la plus rapide sont le café, la canne à sucre, le sésame, le tabac, la viande de boeuf, la viande de volaille et le lait. Le Nicaragua a également signé l'Accord centraméricain de libre-échange (ACALE), qui facilite l'accès aux marchés mais qui, d'un autre côté, soulève des problèmes nouveaux qui devront être résolus au moyen de politiques appropriées. Le pays s'emploie à créer un climat propice aux investissements en améliorant la gouvernance et la transparence, en privilégiant l'accès des pays membres de l'ACALE aux marchés et en poursuivant ses efforts de réforme des institutions et de renforcement de l'obligation redditionnelle.

3. **La pauvreté au Nicaragua.** En 2001, 46% de la population vivait au-dessous du seuil de pauvreté et 15% dans la pauvreté extrême. En 2005, le Nicaragua venait au 112^e rang pour ce qui est de l'indicateur du développement humain, ayant gagné six places depuis 2004, avec un index de 0,690. Il fait partie de la catégorie des pays ayant atteint un niveau "moyen" de développement humain, de même que la plupart des pays de la région de l'Amérique latine. La pauvreté est néanmoins l'un des principaux problèmes auxquels est confrontée la société nicaraguayenne, surtout en milieu rural. L'incidence de la pauvreté dans les régions rurales est deux fois plus élevée (64%) qu'en milieu urbain (29%). Les principales activités économiques des ruraux pauvres sont la culture de céréales de base dans le cadre d'exploitations de subsistance, des activités salariées et le travail indépendant, mais les récoltes de céréales de base ont été très inégales au cours des quelques dernières années. Les ménages ruraux sont moins instruits et ont des familles plus nombreuses que les ménages urbains. En moyenne, les chefs de ménage ruraux ont suivi moins de trois années d'études et chaque famille a 5,8 membres, dont 3,4 adultes. Les activités non agricoles constituent une occupation fréquente. Dans 79% des ménages ruraux, au moins un membre de la famille est salarié, que ce soit à titre permanent ou à temps partiel; 40% d'entre eux tirent leur revenu du travail agricole, 37% d'activités non agricoles et 23% d'un travail indépendant.

4. **Égalité entre les sexes, femmes rurales et groupes vulnérables.** Les groupes de populations les plus affectés par la pauvreté sont les enfants de moins de 15 ans et les ménages dirigés par des femmes. Le taux de chômage dans le pays est de 12%, mais atteint jusqu'à 20% pour les ménages pauvres. On estime que 17% des ménages ruraux sont dirigés par des femmes. Les femmes chefs de

ménage (ménages urbains et ruraux confondus) sont moins instruites que les hommes, devant abandonner plus tôt leurs études pour aider aux tâches domestiques. Les femmes ont moins de possibilités d'emploi que les hommes et, à travail égal, touchent un revenu inférieur de 20% à celui des hommes. Ces perspectives sont encore aggravées par les maternités précoces. En outre, 45% des femmes sont illettrées. Les femmes pauvres ont moins facilement accès aux méthodes de planification de la famille et sont plus exposées aux risques génésiques. Par ailleurs, leur taux de participation aux organisations locales est inférieur à celui des hommes. La violence au foyer s'est intensifiée et environ 30% des femmes ont signalé avoir été victimes sous une forme ou sous une autre d'actes de violence.

5. Pour ce qui est de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le Nicaragua a accompli quelques progrès modestes sur la voie de l'éradication de la pauvreté extrême. Comme l'a relevé la Banque mondiale dans son évaluation de la pauvreté, les OMD qui auront quelque possibilité d'être atteints sont ceux qui concernent la réduction de la pauvreté extrême et du taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans ainsi que l'accès durable à l'eau et à l'assainissement. Il est peu probable que les objectifs concernant la scolarisation primaire universelle, la mortalité maternelle et la mortalité infantile soient atteints. Ceux qui ont trait à l'accès aux services de santé génésique et à l'éradication de la malnutrition chronique et de l'analphabétisme n'ont guère de chance d'être réalisés. L'absence de progrès en ce qui concerne le taux de mortalité et l'incidence de la diarrhée et des infections respiratoires aiguës chez les enfants de moins de cinq ans, l'accès aux services de santé génésique, à l'eau et à l'assainissement et l'analphabétisme est particulièrement préoccupante.

6. La conjoncture actuelle au Nicaragua est propice au développement économique et social, pour les raisons suivantes:

- **Le contexte économique actuel.** L'accès aux marchés internationaux, la hausse des prix à l'exportation, l'allègement de la dette, la stabilité macroéconomique et la compétitivité sont favorables à l'activité privée et au climat des investissements et permettent ainsi de dégager des ressources pour les investissements publics dans l'infrastructure, la réduction de la pauvreté et l'amélioration du capital humain. Les secteurs les plus dynamiques de l'économie sont l'agriculture, la pêche, le tourisme et les textiles. Dans ce contexte, il existe des possibilités d'augmentation de l'emploi ainsi que d'établissement de liens entre les petits producteurs ruraux et les réseaux et pôles d'entreprise.
- **La stratégie pour la réduction de la pauvreté.** Le gouvernement, avec un solide appui des donateurs, a beaucoup avancé sur la voie de la formulation et de la mise en œuvre de politiques axées sur la réduction de la pauvreté et le développement économique. Il a élaboré un Plan national de développement pour la période 2005-2009, qui est également considéré comme un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) de la deuxième génération. Le Ministère des affaires étrangères a lancé une initiative d'harmonisation et d'alignement fondée sur un système de tables rondes sectorielles visant à coordonner la coopération entre les institutions et les donateurs. Les institutions qui constituent le secteur public, c'est-à-dire le Ministère de l'agriculture et des forêts, l'Institut national des forêts, l'Institut national des technologies agricoles et l'Institut de développement rural ont élaboré une approche sectorielle pour le secteur public agricole et forestier intitulé Programme de développement rural productif (PRORURAL).
- **L'amélioration de la gouvernance.** Le pays a entrepris un processus de réforme institutionnelle, de modernisation du secteur public et d'amélioration de la gouvernance et s'attache à accroître la transparence et à renforcer l'obligation redditionnelle. Ce processus ne manquera pas d'améliorer encore le climat des investissements et les perspectives de croissance. Il a été publié une nouvelle législation dans des domaines comme la décentralisation, l'audit et la comptabilité des activités administratives, l'évaluation des dépenses publiques et la réforme budgétaire.
- **L'efficacité de l'aide.** Les plans élaborés par le gouvernement prévoient un processus continu

de concertation et de coordination avec des donateurs ainsi que d'harmonisation et d'alignement qui devrait permettre d'améliorer l'efficacité et l'efficacé de l'aide.

- **La restructuration du secteur public agricole.** Le système institutionnel d'appui au développement rural est l'élément le plus faible du cadre de développement rural. Les principales contraintes tiennent à une conception inappropriée des institutions, au chevauchement des tâches, à la faiblesse du système d'obligation redditionnelle et à l'absence d'éléments qui encourageraient une gestion axée sur les résultats. Le pays a néanmoins entrepris, dans le contexte des réformes institutionnelles en général, de restructurer le secteur public agricole avec l'appui des donateurs, particulièrement dans le contexte du Ministère de l'agriculture et des forêts ainsi que de l'Institut de développement rural.

7. Le FIDA coopère aux efforts de développement rural déployés par le Gouvernement nicaraguayen depuis le début des années 80 et a cofinancé six projets de développement rural au Nicaragua d'une valeur totale de 74 millions de USD. Cinq de ces projets ont été exécutés dans différentes zones de la région aride, tandis que le sixième projet était un programme national de promotion du crédit rural. Deux opérations sont actuellement en cours: le Programme de fonds d'assistance technique (FAT) pour les départements de Léon, Chinandega et Managua et le Programme de développement économique dans la région aride du Nicaragua.

8. Le FIDA a acquis une large expérience et une connaissance intime des politiques territoriales de réduction de la pauvreté locale, qui contribuent beaucoup à appuyer la mise en oeuvre d'une approche sectorielle du développement rural au Nicaragua. Les principaux enseignements retirés au cours des dix dernières années ont trait à l'exécution des projets, et surtout à la gestion des savoirs, à l'innovation et aux meilleures pratiques au niveau des institutions locales. La base de connaissances du FIDA est également une bonne base pour la décentralisation des décisions concernant les projets et la participation locale à l'allocation des fonds des projets, l'organisation et la prestation de services non financiers, le transfert de technologies agricoles, la promotion des services financiers ruraux et d'un financement compétitif, la facilitation de l'accès aux marchés, l'intégration aux activités liées à la problématique hommes-femmes et l'amélioration de la gestion des ressources naturelles.

9. Le FIDA a acquis une expérience considérable de l'établissement de partenariats avec le gouvernement et avec les donateurs dans le contexte des processus conjoints de formulation et d'exécution des projets. Ces partenariats ont rehaussé l'influence et le rôle de catalyseur du Fonds et ont ainsi facilité l'intégration d'une perspective axée sur les ruraux pauvres aux priorités de développement du gouvernement

10. Le FIDA cofinancera la mise en oeuvre du programme PRORURAL, conjointement avec un certain nombre de donateurs bilatéraux et multilatéraux. Ce programme, joint au Cadre de dépenses à moyen terme, a pour but d'améliorer la coordination avec les donateurs dans le domaine du développement de l'agriculture et de la foresterie pendant la période 2005-2009. Le travail d'estimation des coûts n'est pas encore achevé mais le budget global du programme PRORURAL devrait être de l'ordre de 411 millions de USD. Pour assurer le financement du plan quinquennal, le gouvernement devra mobiliser 200 millions de USD auprès des donateurs, étant donné que le solde, c'est-à-dire 211 millions de USD, sera couvert au moyen des projets en cours et du budget national. Un groupe de 18 donateurs s'est dit disposé à participer à un arrangement fiduciaire commun et à cofinancer la mise en oeuvre du plan. Les discussions se poursuivent actuellement sur l'élaboration de critères fiduciaires communs, d'un code de conduite et d'un mémorandum d'accord entre le Gouvernement du Nicaragua et les donateurs.

11. Étant donné le montant limité des ressources financières dont pourra disposer le Nicaragua par application des critères applicables au système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), l'avantage comparatif du FIDA tient à l'expérience qu'il a acquise dans le pays et la connaissance qu'il a de la promotion d'un développement rural décentralisé et en particulier de création d'activités génératrices de revenu et de possibilités d'emploi pour les ruraux pauvres et leurs organisations. Les

activités du FIDA sont conçues de manière à tirer parti de son rôle de catalyseur et de son partenariat avec le gouvernement et avec le groupe de donateurs participant à la formulation du programme PRORURAL.

12. **L'objectif stratégique d'ensemble du FIDA** au Nicaragua est d'intégrer des ruraux pauvres au processus de développement socioéconomique aux échelons local et national. **L'objectif visé par le FIDA dans le pays** consiste à faire en sorte que les politiques de développement rural tiennent compte de l'expérience que le Fonds a acquise de la promotion des activités génératrices de revenu et des possibilités d'emploi pour les ruraux pauvres ainsi que de la réduction de l'inégalité entre hommes et femmes et de la vulnérabilité. La stratégie proposée appuiera en partie la réalisation des objectifs spécifiques du programme PRORURAL que sont l'équipement et le renforcement des avoirs des familles rurales (objectif spécifique 2), l'accélération de l'innovation technologique (objectif spécifique 3) et la formulation de politiques adéquates de développement rural (objectif spécifique 7). Les priorités proposées dans la nouvelle stratégie sont fondées sur: i) la stratégie du gouvernement, telle qu'elle est reflétée dans le Programme national de développement et le programme PRORURAL; ii) les objectifs stratégiques d'ensemble du FIDA; et iii) les objectifs régionaux définis par le Fonds pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

13. **Les orientations stratégiques du FIDA** auront trois principaux produits visant à promouvoir l'innovation et à améliorer l'efficacité des interventions territoriales. Il s'agira: i) d'améliorer les processus, mécanismes et incitations afin de faciliter l'accès des ruraux pauvres aux marchés; ii) de renforcer les capacités et d'accroître l'efficacité des institutions locales de développement rural qui s'emploient à faciliter l'accès des ruraux pauvres aux marchés et iii) de reproduire à plus grande échelle les stratégies novatrices, connaissances et meilleures pratiques mises à l'épreuve sur le terrain et de les intégrer aux politiques nationales et régionales de développement rural pour garantir un apport continu d'innovations en milieu rural.

14. Le climat de croissance économique au Nicaragua, joint aux progrès accomplis dans les domaines de la gouvernance et de la réforme des institutions ainsi qu'au resserrement du partenariat entre le gouvernement, les donateurs et le secteur privé, offre l'occasion d'intégrer les pauvres aux chaînes de valorisation et aux réseaux d'entreprises, qu'ils soient travailleurs indépendants ou employés. Pour réaliser ces objectifs, il faudra resserrer la coordination entre les institutions centrales et les opérations décentralisées au moyen d'un effort d'élargissement des connaissances et de l'innovation. Le FIDA participe à un processus de concertation visant à améliorer la coordination entre les politiques nationales et locales.

15. **Localisation des interventions.** Les interventions du FIDA seront axées sur les régions marginales et vulnérables considérées comme prioritaires par le gouvernement. Même dans l'actuel contexte d'expansion économique, le risque persiste que les régions marginales pauvres se trouvent exclues en permanence des politiques de développement. Le FIDA appuiera les efforts déployés par le gouvernement pour renforcer les partenariats institutionnels au plan local et pour accroître les investissements dans l'infrastructure ainsi que dans le capital humain et social. Conformément au mandat du Fonds, le **groupe cible** au Nicaragua est les ruraux pauvres. Ce groupe se compose principalement de paysans sans terre ou de petits exploitants, de chefs de microentreprises, d'ouvriers agricoles ou non agricoles et de travailleurs migrants. Le FIDA orientera tout particulièrement ses activités vers les groupes les plus vulnérables que sont les femmes, les enfants et les jeunes.

16. **Cadre de prêts.** À sa réunion de septembre 2005, le Comité du développement a examiné les approches qui pouvaient être envisagées pour améliorer l'efficacité de l'aide et a identifié la marche à suivre pour encourager les progrès sur la voie de la réalisation des OMD dans les pays les plus pauvres. Le Comité a envisagé d'établir des arrangements "mixtes" qui pourraient être un moyen novateur de maximiser l'impact des courants actuels d'assistance, soulignant que, dans les pays les plus pauvres, comme au Nicaragua, une combinaison de prêts à conditions particulièrement favorables et de dons pourrait permettre d'accroître les investissements requis pour la réalisation des OMD et de faire face aux besoins de financement des activités de développement que le système

actuel ne permet pas de couvrir intégralement. C'est dans ce contexte que le cadre proposé pour les prêts du FIDA financera des activités visant à renforcer les capacités des institutions locales publiques et privées d'aider les ruraux pauvres à accroître leur revenu, ainsi qu'à améliorer la gestion des connaissances et à mettre au point des mécanismes et processus novateurs de nature à accroître l'efficacité des interventions de développement rural. Pour ce qui est de la réalisation des OMD, le recours à des arrangements mixtes constituerait probablement le meilleur moyen de faire face aux besoins des ruraux pauvres en améliorant les indicateurs de la pauvreté en milieu rural. Le niveau que représenteront effectivement les prêts à conditions particulièrement favorables et les dons dans le contexte de ces arrangements mixtes devra être déterminé lors de la formulation des modalités de la participation proposée du FIDA au programme PRORURAL.

17. Avec une cote de performance de 4,267, les indicateurs du SAFF pour le Nicaragua sont légèrement inférieurs à la moyenne de ceux qui sont enregistrés dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. S'agissant de l'indicateur concernant le cadre général (3,69) et l'indicateur de performance du portefeuille (5), le Nicaragua dépasse la moyenne de la région. Néanmoins, n'ayant qu'une population peu nombreuse, le Nicaragua ne peut prétendre qu'à un scénario de prêts de base de 1,56 million de USD par an. Il est envisagé trois scénarios de base assortis de seuils de performance: si la situation continue de correspondre à celle du scénario "de base", une nouvelle intervention serait envisagée au cours des trois à cinq prochaines années. Selon le scénario "inférieur", les possibilités effectives d'investissement pour le FIDA diminueraient et la valeur de son intervention baisserait. Selon le scénario "élevé", les augmentations annuelles du montant des prêts permettraient d'élargir la couverture géographique des interventions du Fonds, conformément aux priorités du gouvernement et du FIDA.

RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

I. INTRODUCTION

1. En octobre 2003, le Gouvernement du Nicaragua a organisé cinq tables rondes sectorielles pour discuter des politiques et stratégies à suivre dans le cadre du plan national de développement. Dans le contexte de la **table ronde sur la compétitivité**, il a été organisé un **sous-groupe sur le développement rural** qui a été placé sous la direction du Ministère de l'agriculture et des forêts, lequel a exprimé son intention d'harmoniser l'aide extérieure allouée au secteur rural en formulant une approche sectorielle du développement rural qui serait élaborée conjointement par le gouvernement, les donateurs, la société civile et des représentants du secteur privé. Dix-huit donateurs¹ ont participé aux discussions, qui se sont étendues sur deux ans. Un avant-projet a été publié en juillet 2005.

2. Le dernier exposé des options et stratégies d'intervention pour le Nicaragua (COSOP) a été approuvé en 2002. Le FIDA doit maintenant élaborer un nouveau programme stratégique à la lumière des importants changements qui ont été apportés aux cadres de politiques sociales et de politiques de développement du pays au cours des deux dernières années. En particulier, la situation a beaucoup changé en ce qui concerne l'expansion économique et la stabilité macroéconomique, la gouvernance et la réforme des institutions, l'harmonisation et l'alignement de l'aide des donateurs et l'allègement de la dette extérieure. Ces profondes transformations ont beaucoup amélioré les possibilités de réduction de la pauvreté et rendent indispensable l'élaboration d'un nouveau COSOP.

3. Une mission du FIDA s'est rendue au Nicaragua en mai et juillet 2005 et, à ces occasions s'est entretenue avec les autorités et responsables gouvernementaux et des représentants des organismes sectoriels, le personnel des projets sur le terrain et des représentants des organisations communautaires, des ONG et des municipalités. La mission s'est également entretenue avec des représentants des institutions multilatérales et bilatérales de développement et a visité les projets en cours et les zones présentant des perspectives d'investissement.

II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET LA PAUVRETÉ RURALE

A. Situation économique du pays²

4. La République du Nicaragua couvre une superficie de 121 000 km² et avait en 2003 une population de 5,48 millions d'habitants. Au cours des trente dernières années, le pays a été en proie à la guerre civile, aux catastrophes naturelles, à une mauvaise gestion de l'économie et à l'instabilité politique. De ce fait, le budget et la balance des paiements du pays ont longtemps été sérieusement déficitaires, ce qui a accru l'endettement et l'instabilité macroéconomique du pays. En 1990, il a été

¹ Agence japonaise de coopération internationale, Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, Office allemand de la coopération technique (GTZ), Banque mondiale, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Coopération autrichienne pour le développement, Agence espagnole de coopération internationale (AECI), Direction suisse du développement et de la coopération (SDC), Agence danoise d'assistance développement international (DANIDA), Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, FIDA, Finlande, Commission européenne, Agence canadienne de développement international (ACDI), Service allemand de développement, International Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et Banque interaméricaine de développement (BID), Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI).

² Pour de plus amples informations, voir les appendices I et VI.

organisé des élections libres et un nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir en 1991. Grâce à un solide soutien de l'extérieur, le gouvernement a déterminé que ses priorités seraient la consolidation de la paix et de la démocratie, le maintien de la stabilité macroéconomique et la réforme des institutions de l'État. Cependant, ce processus d'ajustement, joint à une mise en œuvre déficiente des politiques, s'est traduit par une grave récession, un recul du PIB et une augmentation des taux de chômage et de pauvreté.

5. Le Nicaragua a essayé de combler le déficit continu de sa position financière au moyen d'emprunts et de dons. Pendant la première moitié des années 90, la dette extérieure représentait plus de six fois le PIB du pays. À l'époque, les négociations ont permis d'annuler en partie et de réaménager cette dette. En 1999, le pays avait chaque année besoin, pour financer ses dépenses publiques, de nouveaux prêts ou dons représentant plus de 10% du PIB. Cette année-là, le Nicaragua a été considéré comme répondant aux conditions requises pour bénéficier de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). En 2001, le FIDA a décidé d'accorder au Nicaragua un allègement de sa dette dans le cadre de cette initiative. Le pays est parvenu à son point d'achèvement en janvier 2004. Le montant total de l'allègement de la dette a représenté 3,7 milliards de USD (58% du total de la dette), soit l'équivalent de 90% du PIB. Les économies réalisées chaque année au titre du service de la dette se montent à plus de 5% du PIB.

6. À la suite de la crise financière mondiale qui a sévi entre 1998 et 2002, le Nicaragua a été affecté par une dégradation de ses termes de l'échange, une crise financière et l'effondrement du système bancaire, une aggravation du déficit budgétaire et du déficit extérieur, le chômage et une diminution aussi bien des investissements que de la consommation. En 2001, afin de pouvoir bénéficier de l'Initiative pour la réduction de la dette des PPTE, le Nicaragua a élaboré son premier document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DRSP) et a signé une lettre d'intention avec le Fonds monétaire international (FMI) en vue d'accéder à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC). Depuis 2002, le gouvernement applique un train de mesures tendant à consolider la situation financière du secteur public et à restructurer la dette intérieure. En 2003, les termes de l'échange ont commencé à s'améliorer et le pays a pu avoir eu plus facilement accès aux marchés régionaux et internationaux, ce qui a permis d'assainir la balance des paiements.

7. En 2003 et 2004, le PIB s'est accru de 7,5% par rapport à l'année précédente et, selon les chiffres préliminaires pour 2005, le taux de croissance pour l'année devrait être de 5%. Le Nicaragua a rétabli la stabilité macroéconomique et paraît sur le point d'aborder une phase d'expansion soutenue. Le pays cherche à créer un climat propice aux investissements en améliorant la gouvernance et la transparence, en réformant les institutions, en renforçant l'obligation redditionnelle dans le secteur public et en exploitant l'accès privilégié aux marchés des États-Unis d'Amérique, de la République dominicaine et de l'Amérique centrale, pays parties à l'Accord centraméricain de libre-échange (ACALE) (voir encadré 1).

Encadré 1: Accord de libre-échange entre les États-Unis d'Amérique, la République dominicaine et l'Amérique centrale

L'Accord de libre-échange entre les États-Unis d'Amérique, la République dominicaine et l'Amérique centrale (ACALE) a été signé en août 2003 mais n'a pas été ratifié par tous les pays membres (dont le Nicaragua). L'Accord a été négocié étant entendu que toutes les parties auraient "la même série d'obligations et d'engagements", "chaque pays devant cependant définir sur une base bilatérale son propre calendrier en matière d'accès aux marchés". Pour tenir compte des problèmes soulevés par l'"asymétrie" des questions de développement et de transition, l'ACALE prévoit des règles spécifiques concernant les calendriers d'élimination progressive des droits de douane ainsi que des mesures transitoires de sauvegarde et des contingents tarifaires pour les produits sensibles. L'admission en franchise de droits peut être retardée pour les produits les plus sensibles et, dans certains cas, l'élimination complète des droits de douane sera ajournée pendant 12 ans.

Pendant le processus de négociation de l'ACALE, le Nicaragua a réussi à protéger des produits sensibles comme les céréales de base, les fruits et les légumes. Le pays continuera également de bénéficier de 100% des avantages tarifaires obtenus dans le cadre de l'Initiative en faveur du bassin des Caraïbes, à savoir dix ans de dégrèvement d'impôts pour tous les articles industriels fabriqués au Nicaragua; un accord tarifaire préférentiel spécial pour les textiles; et le renforcement des lois relatives à la protection des travailleurs et de l'environnement. Bien qu'il n'existe pas d'évaluation détaillée de l'impact potentiel de l'ACALE, la plupart des analystes s'accordent à reconnaître que l'Accord aura des effets positifs sur l'expansion économique et les investissements. Dans le secteur primaire, les exportations qui en bénéficieront le plus seront la viande de bœuf, les produits laitiers, le poisson, les fruits tropicaux et les exportations traditionnelles (comme café, tabac et sucre).

8. Pour ce qui est de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le Nicaragua a accompli quelques progrès modestes sur la voie de l'éradication de la pauvreté extrême. Comme l'a relevé la Banque mondiale dans son évaluation de la pauvreté, les OMD qui auront quelque possibilité d'être atteints sont la réduction de la pauvreté extrême et du taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans ainsi que l'accès durable à l'eau et à l'assainissement. Il est peu probable que les objectifs concernant la scolarisation primaire universelle, la mortalité maternelle et la mortalité infantile soient atteints. Ceux qui ont trait à l'accès aux services de santé génésique et à l'éradication de la malnutrition chronique et de l'analphabétisme n'ont guère de chance d'être réalisés. L'absence de progrès en ce qui concerne le taux de mortalité et l'incidence de la diarrhée et des infections respiratoires aiguës chez les enfants de moins de cinq ans, l'accès aux services de santé génésique, à l'eau et à l'assainissement et l'analphabétisme, est particulièrement préoccupante.

B. Secteur agricole

9. L'agriculture joue un rôle clé dans l'économie nicaraguayenne et, en 2004, elle représentait 22% du PIB et 42% de l'emploi national. L'agriculture a été l'un des principaux moteurs de la reprise économique de 2003-2004, avec des augmentations de la production de 9% pendant cette période de deux ans. Les résultats obtenus dans ce secteur sont imputés à la hausse des cours internationaux et à l'augmentation de la demande extérieure. Les produits qui ont connu l'expansion la plus rapide en 2003 et 2004 ont été le café, la canne à sucre, le sésame, le tabac, la viande de bœuf, la viande de volaille et les produits laitiers.

10. Les céréales de base, qui sont les principales cultures de subsistance des ruraux pauvres et sont destinées surtout au marché intérieur, ont été caractérisées par des performances inégales. Différents problèmes ont surgi pendant la période végétative, dont des inondations, des sécheresses, des infestations de ravageurs et des pertes dues à l'utilisation de semences inappropriées. En 2003, la valeur des exportations céréalières a progressé de 2,9%, mais cette augmentation a été compensée par un accroissement de 8,9% des importations pendant la même période. Les principaux produits d'exportation sont les haricots et le maïs et les produits importés sont destinés en majeure partie à l'alimentation des animaux.

11. Le secteur de l'élevage a connu une croissance dynamique au cours des dix dernières années. Pendant cette période, la production de viande de volaille est passée de 10,8 millions à 126,7 millions

de livres et la production de viande de bœuf de 114,3 millions à 133,9 millions de livres. Le changement le plus important à signaler dans le secteur des produits laitiers a été l'augmentation de la production et des exportations de fromages et de crème. En 1993, les exportations de ces deux produits se sont montées au total à 16 000 millions de USD et, en 2002, elles ont légèrement dépassé 19 millions de USD. La production nationale de lait est passée de 164 millions de litres en 1993 à 267 millions de litres en 2003.

12. Les performances et la compétitivité de l'agriculture au Nicaragua sont imputables principalement à la dotation en ressources naturelles du pays plutôt qu'à l'adoption de technologies, à la modernisation, à des améliorations de qualité ou à des coûts de transaction plus réduits. L'application des connaissances existantes, le renforcement du capital humain et social et une gestion améliorée offrent un vaste potentiel de développement dans ce secteur.

C. Pauvreté rurale

13. Le Nicaragua est, sauf un (Haïti), le pays le plus pauvre de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes avec un RNB par habitant de 740 USD en 2003. En 2001, 46% de la population vivait au-dessous du seuil de pauvreté et 15% dans la pauvreté extrême. L'incidence de la pauvreté dans les régions rurales est deux fois plus élevée (64%) qu'en milieu urbain (29%). Selon les enquêtes sur les niveaux de vie réalisées sur l'ensemble du territoire national en 1993, 1998, 1999 et 2001, des progrès ont été accomplis sur la voie de la réduction de la pauvreté. La proportion de la population totale vivant au-dessous du seuil de pauvreté est tombée de 50% en 1993 à 46% en 2001 tandis que la proportion vivant dans la pauvreté extrême est tombée de 19% à 15% pendant la même période. Toutefois, en chiffres absolus, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté. Le Nicaragua est parmi la tranche de 25% des pays dont la répartition du revenu est la plus inégale et, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (1998), le Nicaragua est, du fait de l'instabilité des conditions climatiques et de la dégradation des sols, l'un des 14 pays du monde les plus exposés à l'insécurité alimentaire.

14. Les ménages ruraux sont moins instruits et ont des familles plus nombreuses que les ménages urbains. En moyenne, les chefs de ménage ruraux ont suivi moins de trois années d'études et chaque famille a 5,8 membres, dont 3,4 adultes. Les activités économiques clés pour les pauvres sont l'emploi salarié, autonome et la production agricole, principalement de cultures de subsistance telles que les céréales de base. Les activités non agricoles constituent une occupation fréquente. Dans 79% des ménages ruraux, au moins un membre de la famille est salarié, que ce soit à titre permanent ou à temps partiel; 40% d'entre eux tirent leur revenu du travail agricole, 37% d'activités non agricoles et 23% d'un travail indépendant.

15. **Égalité entre les sexes, femmes rurales et groupes vulnérables.** Les groupes de populations les plus affectés par la pauvreté sont les enfants de moins de 15 ans et les ménages dirigés par des femmes. Le taux de chômage dans le pays est de 12%, mais atteint jusqu'à 20% pour les ménages pauvres. On estime que 17% des ménages ruraux sont dirigés par des femmes. Les femmes chefs de ménage (ménages urbains et ruraux confondus) sont moins instruites que les hommes, devant abandonner plus tôt leurs études pour aider aux tâches domestiques. Les femmes ont moins de possibilités d'emploi que les hommes et, à travail égal, touchent un revenu inférieur de 20% à celui des hommes. Ces perspectives sont encore aggravées par les maternités précoces. En outre, 45% des femmes rurales sont illettrées. Les femmes pauvres ont moins facilement accès aux méthodes de planification de la famille et sont plus exposées aux risques génésiques. Par ailleurs, leur taux de participation aux organisations locales est inférieur à celui des hommes. La violence au foyer s'est intensifiée et environ 30% des femmes ont signalé avoir été victimes sous une forme ou sous une autre d'actes de violence.

16. La dernière enquête sur les niveaux de vie a identifié trois catégories de ruraux pauvres: i) les ménages de salariés agricoles sans terre; ii) les ménages de petits exploitants; et iii) les ménages combinant des activités agricoles salariées et une exploitation. Le dernier groupe est considéré comme

le plus pauvre des régions rurales du Nicaragua. Près de 75% des ménages de cette catégorie sont considérés comme pauvres, et 39% d'entre eux vivent dans une pauvreté extrême, soit les taux les plus élevés de toutes les catégories. Ces ménages comprennent à la fois des propriétaires terriens (45%) et des métayers (61%) et vivent pour la plupart dans les régions sèches du centre et du nord du pays.

17. Le Nicaragua a connu une émigration massive pendant les années 80 par suite de la guerre civile et de l'insécurité. Il y a aujourd'hui 2 millions de Nicaraguayens qui vivent à l'étranger. La plupart de ceux qui ont migré avaient des moyens, étaient diplômés d'université ou étaient d'ascendance européenne. L'on trouve un grand nombre de Nicaraguayens expatriés au Canada, au Mexique au Costa Rica, aux États-Unis d'Amérique, et en Espagne. Un ménage nicaraguayen sur cinq reçoit des fonds de l'étranger. En 2004, les fonds rapatriés se sont montés à 810 millions de USD, soit l'équivalent de 20% du PIB du pays. Ces rapatriements de fonds proviennent pour l'essentiel de deux pays, le Costa Rica et les États-Unis. L'un des problèmes auxquels sont confrontés les migrants nicaraguayens tient au coût élevé des virements d'argent. Une réduction des coûts de transaction, jointe à des stratégies d'encouragement des investissements productifs, pourrait accélérer le développement local et communautaire.

18. **Les causes de la pauvreté** sont complexes et diverses. Ce sont en particulier les suivantes: i) l'isolement physique; ii) un accès limité aux ressources naturelles; iii) une vulnérabilité élevée et l'insécurité alimentaire; iv) les contraintes qui entravent l'accès aux marchés et le manque de possibilités d'emplois salariés et de travail indépendant; v) l'insuffisance et la médiocrité de la qualité des services publics fournis dans des domaines comme l'éducation, la santé et les services juridiques; vi) l'insuffisance de l'infrastructure (routes, communications, électricité et approvisionnement en eau); vii) une jouissance limitée des droits civils et des droits liés à la citoyenneté (justice et sécurité); et viii) l'exclusion des processus de formulation des politiques au plan national. De ce fait, les pauvres sont soumis à de graves contraintes et les initiatives visant à développer les organisations représentatives locales et le capital social sont peu nombreuses. La guerre civile des années 80, l'effondrement de l'économie après 1987, les réformes structurelles qui se sont poursuivies au début des années 90 et des catastrophes environnementales, comme le cyclone Mitch, sont encore venus aggraver la situation des ruraux pauvres.

D. Réduction de la pauvreté rurale: perspectives et obstacles

19. **Contexte économique.** L'accès aux marchés internationaux, la hausse des prix à l'exportation, l'allègement de la dette, la stabilité macroéconomique et la compétitivité sont favorables à l'activité privée et au climat des investissements et permettent ainsi de dégager des ressources pour les investissements publics dans l'infrastructure, la réduction de la pauvreté et l'amélioration du capital humain. Des possibilités favorables existent pour les secteurs les plus dynamiques de l'économie, comme l'agriculture, la pêche, le tourisme et les industries textiles implantées dans les zones franches. La stabilité macroéconomique est l'un des objectifs reflétés dans la lettre d'intention signée avec le Fonds monétaire international (FMI) en vue d'accéder à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC). L'instabilité politique actuelle n'est pas favorable à des réformes rapides mais le processus d'harmonisation et l'alignement constituent une bonne base pour la réforme de l'administration. L'Initiative pour la réduction de la dette des PPTTE a réduit la dette du pays de 3,7 milliards de USD, ce qui représente une économie budgétaire de 205 millions de USD par an et partant une contribution importante à la mise en œuvre des plans de réduction de la pauvreté élaborés par le gouvernement. En outre, le pays devrait bénéficier d'un investissement de 130 millions de USD au titre du Compte pour le Millénaire. L'ACALE ouvre d'importantes perspectives pour le Nicaragua, pays qui peut compter sur une vaste dotation en ressources naturelles, et créera des possibilités d'accroître l'emploi et de resserrer les liens entre les petits exploitants et les réseaux et pôles d'entreprises.

20. La libéralisation du régime douanier prévue par l'ACALE s'étendra sur une période de 12 ans mais le processus de libéralisation n'en représentera pas moins un défi pour le Nicaragua. Le principal

risque pour les ruraux pauvres a trait à la faible compétitivité des céréales de base par rapport aux céréales en provenance des États-Unis. Néanmoins, les petits exploitants cultivent des produits et des variétés – principalement du maïs et des haricots – qui sont au nombre des aliments traditionnels au Nicaragua et en Amérique centrale, et ces produits sont importants aussi pour les immigrants d'Amérique centrale aux États-Unis et en Europe. La libéralisation du régime commercial applicable aux produits en provenance d'autres pays compétitifs comme les États-Unis ne représente pas une menace majeure pour la production nationale car ces produits sont destinés surtout à l'alimentation animale.

21. **L'amélioration de la gouvernance.** Le pays a entrepris un processus de réforme institutionnelle, de modernisation du secteur public et d'amélioration de la gouvernance et s'attache à accroître la transparence et à renforcer l'obligation redditionnelle et les perspectives de croissance économique durable et de création d'emplois. Avec l'appui de la communauté internationale, le Nicaragua a élaboré un cadre de planification dynamique aux échelons national et sectoriel et a approuvé une série de réformes institutionnelles tendant à améliorer la gouvernance et à moderniser l'administration publique. Les nouvelles dispositions adoptées sont notamment des lois relatives à la décentralisation au profit des municipalités, à l'audit et à la comptabilité des opérations de l'État, à l'évaluation des dépenses publiques, à la réforme budgétaire et au renforcement de la transparence. Ce processus de réformes a été entrepris avec la participation de différentes institutions gouvernementales, des partis politiques, du secteur privé et de la société civile.

22. **Efficacité de l'aide.** Les efforts intenses de concertation et de coordination d'harmonisation et d'alignement des activités des donateurs qui ont été déployés devraient déboucher sur une amélioration de l'efficacité de l'aide. Les institutions qui opèrent dans le secteur public agricole ont, en se fondant sur le Plan national de développement pour 2005-2009, élaboré pour les secteurs agricole et forestier publics le programme intitulé Programme de développement rural productif (PRORURAL).

Encadré 2: Cadre institutionnel sectoriel pour le développement rural

Il ressort de l'analyse sectorielle réalisée dans le cadre du **Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)** que les principales contraintes qui entravent la mise en œuvre des politiques et des projets d'éradication de la pauvreté tiennent essentiellement à la conception et à la gestion des institutions publiques. Ces contraintes sont les suivantes: i) faiblesse des institutions du gouvernement central chargé de la mise en oeuvre des politiques; ii) fragmentation des projets et programmes axés sur le secteur rural; iii) nécessité de renforcer les processus afin de garantir un accès équitable aux ressources publiques et la transparence de l'administration de ces ressources; et iv) manque de continuité institutionnelle et de continuité des politiques suivies par les gouvernements qui se sont succédés. Les autres contraintes qui ont été identifiées étaient notamment les suivantes: i) accès limité à la terre et à l'eau pour l'agriculture; ii) manque d'incitations de nature à encourager les investissements dans les entreprises rurales; iii) accès limité aux intrants agricoles et aux marchés des produits; et iv) manque de responsabilité et de transparence au niveau des institutions rurales.

Des progrès substantiels ont néanmoins été accomplis au cours des deux dernières années sur la voie d'une amélioration de la planification stratégique, de la formulation des politiques, de la coordination et de la gestion. Le processus de coordination, d'harmonisation et d'alignement entre les donateurs et le gouvernement aura pour effet d'harmoniser les stratégies de développement rural et d'améliorer la transparence de la gestion des ressources publiques et une obligation redditionnelle à cet égard. L'analyse sectorielle a relevé les progrès accomplis dans les domaines suivants: i) formulation d'un cadre national de politiques de développement et d'une stratégie sectorielle; ii) mise en place d'un mécanisme de coordination des activités du secteur public, du secteur privé et des institutions internationales; iii) efforts de renforcement de l'obligation redditionnelle au sein de l'administration centrale; iv) allocation de ressources budgétaires au niveau des municipalités et création de conseils pour la participation de la société civile, qui ont accru la participation locale à la prise de décisions; et v) élaboration de plans d'aménagement du territoire de nature à renforcer l'implication locale et l'efficacité des investissements publics.

23. **La restructuration du secteur public agricole.** Le système institutionnel d'appui au développement rural est l'élément le plus faible du cadre de développement rural. Les principales

contraintes tiennent à une conception inappropriée des institutions, au chevauchement des tâches, à la faiblesse du système d'obligation redditionnelle et à l'absence d'éléments qui encourageraient une gestion axée sur les résultats (voir encadré 2). Le pays a néanmoins entrepris de restructurer le secteur public agricole avec l'appui des donateurs, particulièrement dans le contexte du Ministère de l'agriculture et des forêts ainsi que de l'Institut de développement rural

E. Stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté rurale³

24. **Politiques de réduction de la pauvreté et politiques de développement.** En 2001, dans le cadre de l'Initiative pour la réduction de la dette des PPTE, le gouvernement a présenté son DSRP et, plus récemment, l'avant-projet de son Plan national de développement pour 2005-2009, considéré comme un DRSP de la deuxième génération. Le Plan national de développement vise à réduire la pauvreté: i) en améliorant la compétitivité et en accélérant l'expansion économique; ii) en modernisant le secteur public; iii) en renforçant la gouvernance; iv) en ciblant la prestation des services sociaux sur les secteurs les plus nécessiteux de la société; et v) en améliorant la coordination et le partenariat avec les institutions internationales de développement et entre celles-ci. Le gouvernement poursuit actuellement ses consultations concernant le Plan, lequel doit être présenté au FMI et à l'Association internationale de développement (IDA) d'ici à la fin de l'année.

25. **Coordination entre organismes gouvernementaux.** Différents organismes gouvernementaux ont entrepris d'appuyer le mécanisme de planification aux échelons national et sectoriel, et des efforts de gestion accrus sont déployés pour mettre en place un vaste système d'information dans le secteur public⁴. Des indicateurs spécifiques sont appliqués pour veiller à ce que les objectifs politiques soient alignés sur les OMD. Le Ministère des finances a avancé dans la mise en place d'un système normalisé de comptabilité des dépenses publiques qui doit être utilisé par la plupart des organismes gouvernementaux.

26. Sur la base du décret présidentiel portant création d'un système de tables rondes sectorielles, le Ministère des affaires étrangères dirige l'initiative d'harmonisation et d'alignement pour coordonner la coopération entre institutions et la coopération avec les donateurs, l'objectif étant de mettre en place un instrument afin d'assurer une coordination efficace des politiques et de l'assistance. Le Ministère du développement, de l'industrie et du commerce préside une table ronde sur la productivité et la compétitivité, laquelle, à son tour, est chargée de coordonner le sous-groupe sur l'agroforesterie *Agroforestral*, qui est dirigé par le Ministère de l'agriculture et des forêts.

27. **Politique concernant le secteur rural.** Les institutions qui constituent le secteur public agricole (le Ministère de l'agriculture et des forêts, l'Institut national de foresterie (INAFOR), l'Institut national des technologies agricoles (INTA) et l'Institut de développement rural) ont élaboré pour les secteurs agricole et forestier publics une approche sectorielle intitulée Programme de développement rural productif (PRORURAL), dont le principal objectif est de promouvoir des produits et des services agricoles compétitifs et écologiquement rationnels tout en maintenant et renforçant la participation aux marchés nationaux et internationaux. Pendant la période d'exécution du programme (2005-2009), les organismes du secteur public agricole mèneront des activités stratégiques regroupées en sept composantes⁵: i) promotion d'un développement durable de la foresterie; ii) renforcement de la capitalisation des familles rurales; iii) accélération de l'innovation technologique; iv) amélioration des

³ Pour de plus amples informations, voir l'appendice III.

⁴ Récemment, le Ministère de l'agriculture et des forêts a demandé la collaboration du Programme de renforcement des capacités régionales aux fins du suivi et d'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et aux Caraïbes (PREVAL) et de l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) pour l'aider à mettre au point la conception technique et à établir le Système d'apprentissage, d'évaluation d'impact et de gestion (SISEVA) du programme PRORURAL.

⁵ Les questions liées au travail des enfants sont considérées comme relevant de la politique nationale et sont par conséquent intégrées aux politiques de chacun des organismes qui opèrent dans le secteur public et agricole.

normes phytosanitaires et zoosanitaires; v) élargissement et modernisation de l'infrastructure de production; vi) modernisation des institutions publiques; et vii) formulation de politiques de développement rural⁶.

28. Ce programme, joint au cadre de dépenses à moyen terme, a pour but d'améliorer la coordination entre les donateurs dans le domaine du développement de l'agriculture et de la foresterie pendant la période 2005-2009. Le travail d'estimation des coûts n'est pas encore achevé mais le budget global du programme PRORURAL devrait être de l'ordre de 411 millions de USD. Pour assurer le financement du plan quinquennal, le gouvernement devra mobiliser 200 millions de USD auprès des donateurs, étant donné que le solde, c'est-à-dire 211 millions de USD, sera couvert au moyen des projets en cours et du budget national. Un groupe de 18 donateurs (dont le FIDA) s'est dit disposé à participer à un arrangement fiduciaire commun et à cofinancer la mise en œuvre du plan. Les discussions se poursuivent actuellement sur l'élaboration de critères fiduciaires communs, d'un code de conduite et d'un mémorandum d'accord entre le Gouvernement du Nicaragua et les donateurs.

III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DANS LE PAYS

29. Depuis les années 80, le FIDA a cofinancé six projets de développement rural représentant au total une valeur de 74 millions de USD. Deux opérations sont actuellement en cours: le Programme de fonds d'assistance technique (FAT) pour les départements de Léon, Chinandega et Managua et le Programme de développement économique des régions arides du Nicaragua (PRODESEC).

30. Les premiers projets étaient caractérisés par une stratégie d'exécution directe et par un système de prestations de services (technologie, formation, appui organisationnel et crédit) articulé autour d'une unité d'exécution du projet. Les efforts déployés dans les domaines de la promotion de l'organisation rurale, le développement des institutions de services financiers, l'adoption de nouvelles technologies en vue de renforcer la sécurité alimentaire, la construction de routes rurales et la gestion des ressources naturelles et des bassins hydrauliques ont été couronnés de succès.

31. Au milieu des années 90, une deuxième génération de projets a introduit le concept de services ruraux "marchands", c'est-à-dire de services axés sur la demande, et de privatisation des opérations sur le terrain, l'intention étant d'améliorer les incitations et de réduire les effectifs du personnel des projets. Cela a considérablement élargi l'accès des organisations rurales aux marchés. Plus récemment, le FIDA a commencé à mettre en œuvre le programme PRODESEC, qui tend à promouvoir l'établissement de liens entre les activités productives des ruraux pauvres et les marchés. Les premiers résultats ont été positifs au plan local, où une coopération a été établie avec les institutions locales, les municipalités, les ONG et les organismes du gouvernement central.

32. Les plus significatifs des enseignements retirés des opérations au Nicaragua ont trait à l'exécution des projets et en particulier aux mécanismes opérationnels, aux pratiques optimales, à l'appui institutionnel, à l'innovation dans la prestation des services connexes, au transfert de technologies, à l'accès aux marchés, aux questions liées à l'égalité entre les sexes, à la gestion des ressources naturelles et aux services financiers ruraux.

33. **Intégration des ruraux pauvres à l'ordre du jour politique.** Le ciblage des activités du FIDA sur les ruraux pauvres, en particulier sur les femmes et les groupes vulnérables, a contribué à leur intégration aux politiques de développement national du Nicaragua. Le Plan national de développement et le programme PRORURAL encouragent l'établissement de liens entre les ruraux pauvres et les secteurs dynamiques de l'économie rurale dans le but de faciliter l'accès des ruraux pauvres à des possibilités économiques croissantes.

34. **Participation des ruraux pauvres et décentralisation.** Un élément clé des initiatives de

⁶ Voir l'appendice I cadre logique de PRORURAL.

développement rural du FIDA est la participation des ruraux pauvres, hommes et femmes, à la définition et à la réalisation de leurs propres propositions. Les projets en cours du FIDA encouragent l'implication locale en associant les organisations de ruraux pauvres à la prise de décisions, conjointement avec les administrations locales et les représentants des prestataires de services. Le programme PRORURAL reconnaît l'importance stratégique de l'habilitation, de la décentralisation et de la participation des ruraux pauvres au processus de prise de décisions

35. **Technologie et gestion des ressources naturelles.** La stratégie adoptée dans le cadre du programme de fonds d'assistance technique (FAT) est devenue un instrument tendant à promouvoir l'innovation technique. Le programme FAT a été entrepris avec un appui du FIDA, de la Banque mondiale, de la Direction suisse du développement et de la coopération (SDC) et, plus récemment, de l'Agence danoise d'assistance au développement international (DANIDA)⁷. Ce programme, initialement mis en œuvre dans la région occidentale, a été élargi à la région septentrionale du pays. L'innovation technique est une condition préalable indispensable si l'on veut améliorer la compétitivité et faciliter l'accès aux marchés nationaux et internationaux.

36. **Mise en place de mécanismes transparents et compétitifs de l'allocation des fonds.** L'attribution de fonds sur la base d'une mise au concours s'est avérée être un mécanisme approprié pour satisfaire les besoins des bénéficiaires. Ce processus est fondé sur la capacité des organisations communautaires de formuler des propositions viables pour renforcer les petites entreprises. L'expérience acquise de l'allocation des fonds sur mise au concours dans le cadre du programme FAT ainsi que les enseignements qui en ont été retirés contribueront beaucoup à appuyer la formulation des politiques dans les régions rurales du Nicaragua. La transparence des procédures (règles et information) est indispensable si l'on veut obtenir des résultats positifs et durables.

37. **Services financiers ruraux.** Il ressort de l'expérience acquise par le FIDA au Nicaragua qu'il est possible de fournir des services financiers durables et efficaces aux ruraux pauvres s'il est adopté un système financier approprié. Le système mis en place au milieu des années 90 est fondé sur un Fonds de crédit de deuxième rang qui met des ressources financières à la disposition des établissements de premier rang, aussi bien réglementés que non réglementés, sur la base de règles prudentielles rigoureuses.

38. **Harmonisation, alignement et partenariat.** La concertation entre les donateurs et le gouvernement a débouché sur l'alignement des programmes et des projets des donateurs sur les politiques nationales et s'est traduite par une amélioration de l'efficacité de l'assistance. Le FIDA poursuit constamment sa concertation avec le gouvernement et avec les donateurs pour coordonner les interventions sur le terrain et la planification stratégique. Ces efforts de coordination ont rehaussé l'influence du FIDA et facilité l'intégration des ruraux pauvres aux priorités de développement du gouvernement. Cela a contribué à élargir le dialogue avec le gouvernement et avec d'autres donateurs au sujet de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies de développement.

IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA

A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés⁸

39. Le FIDA collabore avec le gouvernement dans les efforts qu'il déploie pour promouvoir le développement rural depuis le début des années 80 et a acquis une large expérience qui lui permet de bien connaître les politiques territoriales de réduction de la pauvreté, qui contribuent beaucoup à appuyer l'approche sectorielle du développement rural au Nicaragua. Le FIDA a aussi acquis une

⁷ Élément de la politique de développement rural du gouvernement, le programme FAT a récemment été élargi à une autre région du Nicaragua conformément à un accord intervenu entre le gouvernement, la Fondation nicaraguayenne pour le développement de la technologie, de l'agriculture et des forêts et la DANIDA.

⁸ Pour de plus amples informations, voir les appendices II et IV.

solide expérience de l'établissement de partenariats grâce à la formulation et à la mise en œuvre conjointes de projets avec le gouvernement et avec d'autres donateurs. Ces partenariats ont rehaussé l'influence et le rôle de catalyseur du Fonds, ce qui a facilité l'intégration des besoins des ruraux pauvres aux priorités.

40. Le FIDA cofinancera la mise en œuvre du programme PRORURAL avec plusieurs autres donateurs bilatéraux et multilatéraux. Le programme PRORURAL, et le cadre de dépenses à moyen terme, ont pour but de resserrer la coordination et de compléter l'aide fournie par les donateurs pour promouvoir le développement durable de l'agriculture et de la foresterie pendant la période 2005-2009. Étant donné les ressources financières limitées qui sont mises à la disposition du Nicaragua conformément au SAFFP, l'avantage comparatif du FIDA réside dans l'expérience et les connaissances qu'il a acquises dans le pays grâce à ses activités d'appui au développement rural décentralisé, notamment s'agissant de créer des activités génératrices de revenus et des possibilités d'emploi pour les ruraux pauvres et leurs organisations. L'axe stratégique de l'intervention du FIDA sera son rôle de catalyseur et son partenariat avec le gouvernement et avec le groupe de donateurs participant au programme PRORURAL.

41. **L'objectif stratégique d'ensemble du FIDA au Nicaragua** consiste à intégrer les ruraux pauvres aux processus de développement socioéconomique aux échelons local et national et son but **dans le pays** à faire en sorte que les politiques de développement rural tiennent compte de l'expérience qu'il a de la création d'activités génératrices de revenus et de possibilités d'emploi pour les ruraux pauvres ainsi que de la réduction de l'inégalité entre hommes et femmes et de la vulnérabilité. La stratégie proposée appuiera en partie la réalisation des objectifs spécifiques du programme PRORURAL que sont l'équipement et le renforcement des avoirs des familles rurales (objectif spécifique 2), l'accélération de l'innovation technologique (objectif spécifique 3) et la formulation de politiques adéquates de développement rural (objectif spécifique 7).

42. Les priorités proposées dans la nouvelle stratégie sont fondées sur: i) la stratégie du gouvernement, telle qu'elle est reflétée dans le Plan national de développement et le programme PRORURAL; ii) les objectifs stratégiques de l'ensemble du FIDA, et iii) les objectifs régionaux fixés par le Fonds pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui mettent en relief l'importance du renforcement des activités génératrices de revenus durables en milieu rural.

43. **L'orientation stratégique de l'intervention du FIDA** aura trois principaux résultats:

- **Améliorer les processus, mécanismes et incitations afin de faciliter l'accès des ruraux pauvres aux marchés.** L'action du FIDA tendra à élargir l'accès des ruraux pauvres aux avoirs et aux possibilités de renforcer leurs capacités en tant qu'individus et en tant que groupes. Les besoins qui existent dans le secteur agricole sont un accès plus large à la technologie, des investissements et des services techniques de nature à renforcer le processus de valorisation grâce au traitement et/ou à la diversification des produits, une amélioration de l'accès aux marchés, et des ressources financières accrues. Il existe des possibilités spécifiques de développer les activités rurales non agricoles dans différents domaines comme la prestation des services locaux, le tourisme et les services connexes, l'utilisation extractive des ressources naturelles, et les services environnementaux. Les questions suivantes, qui sont importantes à cet égard, devront retenir particulièrement l'attention dans le contexte des opérations du FIDA: i) les liens entre le secteur rural et le secteur urbain; ii) les migrations internes et l'émigration; iii) la participation aux marchés des biens, des services et de l'emploi; et iv) les liens entre les secteurs dynamiques et non dynamiques de l'économie. Les femmes rurales sont plus vulnérables que les hommes et les interventions et les projets du FIDA devront incorporer des mécanismes afin de compenser la situation désavantagée dans laquelle se trouvent les femmes.

- **Renforcer les capacités et accroître l'efficacité des institutions locales de développement rural qui s'emploient à faciliter l'accès des ruraux pauvres aux marchés.** Le FIDA s'attachera à améliorer la capacité des institutions publiques et privées locales de faciliter efficacement l'accès des ruraux pauvres aux marchés. En outre, le FIDA encouragera les effets de synergie et les partenariats entre toutes les parties prenantes participant aux activités de réduction de la pauvreté au plan local. Il s'emploiera également à resserrer la coordination entre les politiques nationales et territoriales. Les plans de développement des régions, des départements et des municipalités actuellement envisagés au Nicaragua pourraient créer des possibilités d'interventions localisées du FIDA.
- **Reproduire à plus grande échelle les stratégies novatrices, les connaissances et meilleures pratiques mises à l'épreuve sur le terrain et les intégrer aux politiques nationales et régionales de développement rural pour garantir un apport continu d'innovations en milieu rural.** Le FIDA doit continuer à jouer son rôle de catalyseur pour que les ruraux occupent la place qu'ils méritent à l'ordre du jour politique national. Conjointement avec les donateurs associés, les institutions étatiques locales et les organisations rurales, le FIDA encouragera la diffusion des connaissances en systématisant les expériences réussies sur le terrain de nature à améliorer l'efficacité et la qualité des interventions de développement rural. La concertation et les partenariats faciliteront la reproduction à plus grande échelle des pratiques optimales et leur intégration aux politiques nationales de développement rural. Essentiellement, il s'agira à cette fin d'appliquer des techniques fiables de suivi et de mesure des résultats ainsi que des processus de contrôle technique, d'audit et d'apprentissage.

44. **Groupe cible et zones d'intervention du FIDA.** Conformément au mandat du Fonds, le groupe cible, au Nicaragua, est celui des ruraux pauvres. Ce groupe se compose principalement de paysans sans terre ou de petits exploitants, des travailleurs indépendants, d'ouvriers agricoles ou non agricoles et de travailleurs migrants. Le FIDA ciblera tout particulièrement ses activités sur les groupes les plus vulnérables que sont les femmes, les enfants et les jeunes. Depuis le début de ses opérations au Nicaragua, le FIDA s'est attaché à promouvoir le développement rural dans les régions marginales et vulnérables. Même dans le contexte actuel, caractérisé par l'expansion de l'activité économique et de l'amélioration des perspectives, les ruraux pauvres risquent de demeurer exclus en raison de l'insuffisance des investissements dans le capital humain et dans l'infrastructure. Le FIDA continuera d'axer ses activités sur les régions les plus pauvres du pays, conformément aux priorités du gouvernement et à l'objectif consistant à donner aux ruraux pauvres plus isolés la possibilité de bénéficier du développement national.

B. Principales possibilités d'innovations et d'interventions du projet

45. Les possibilités qui s'offrent au FIDA d'intervenir avec succès au Nicaragua peuvent essentiellement être rangées dans trois catégories: i) le processus de croissance économique et de réforme structurelle, ii) la coordination et l'alignement croissants entre les politiques des donateurs et les politiques nationales et iii) l'expérience et les connaissances acquises par le FIDA pendant plus de 20 ans d'interventions à l'appui du développement rural.

46. **Possibilités macroéconomiques.** Les perspectives de développement économique et de réduction de la pauvreté au Nicaragua sont prometteuses. Les tendances macroéconomiques et les nouvelles possibilités qui se présentent sur les marchés mondiaux devraient se traduire par une plus grande stabilité macroéconomique, une augmentation des dépenses sociales et des investissements dans l'infrastructure, une amélioration à la compétitivité et la création de possibilités d'emplois pour les petits producteurs ruraux. Ce processus peut offrir aux ruraux pauvres des possibilités nouvelles d'accéder aux marchés pour peu que des mécanismes de soutien appropriés soient mis en place. Le pays a mis en route de profondes réformes institutionnelles qui ne manqueront pas d'améliorer encore

plus le climat des affaires, déjà favorable.

47. **Harmonisation et alignement.** Le gouvernement et les donateurs ont entrepris un processus de concertation et de partenariat qui a débouché sur un ambitieux programme d'harmonisation des plans de réduction de la pauvreté qui permettra d'améliorer l'efficacité de l'aide extérieure (voir l'encadré 3).

Encadré 3: Processus d'harmonisation et d'alignement au Nicaragua

Dans le contexte du Consensus de Monterrey (2002), et comme prévu par la Déclaration de Rome de 2003 et plus récemment par la Déclaration de Paris de 2005, la communauté internationale du développement a pris l'engagement d'accroître l'impact de son aide sur le développement. Il a été élaboré un ambitieux programme d'action sous la direction du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le Nicaragua est l'un des pays pilotes sélectionnés pour les initiatives d'harmonisation de l'aide des donateurs entreprises sous l'égide du CAD de l'OCDE. Dans le cadre du programme PRORURAL, quelque 18 organismes donateurs s'emploient activement à appuyer la mise en œuvre de la stratégie de développement du gouvernement. Quelques exemples spécifiques de la coopération entre le gouvernement et les donateurs sont: i) des communications plus fréquentes et plus régulières et un partage des informations opérationnelles et des rapports; ii) l'accroissement du nombre de projets cofinancés par plus d'un organisme donateur, comme le Projet de promotion des technologies agricoles appuyé par la Banque mondiale, la Direction suisse du développement et de la coopération, le FIDA et DANIDA; iii) la formulation d'observations et de suggestions concernant le programme PRORURAL; iv) l'organisation en octobre 2004, février 2005 et août 2005 de missions conjointes du gouvernement et des donateurs afin de passer en revue et d'affiner les propositions du gouvernement; v) RUTA, l'Équipe interorganisations financée par de multiples donateurs, unique en son genre, qui fournit des services d'assistance technique et un appui au renforcement des capacités dans le secteur agricole et le secteur du développement rural à des pays d'Amérique centrale (RUTA offre des possibilités considérables d'accélérer le processus d'harmonisation et d'alignement et d'appuyer une fécondation croisée des idées étant donné que le Conseil de direction de RUTA est constitué des ministres de l'agriculture); et vi) l'élaboration conjointe et la signature prochaine d'un code de conduite et d'un mémorandum d'accord entre les principaux donateurs qui financent le programme PRORURAL.

Source: Document de travail de la plate-forme mondiale des donateurs pour le développement rural: évaluation de l'harmonisation et de l'alignement dans quatre pays pilotes: Burkina Faso, Cambodge, Nicaragua et République-Unie de Tanzanie. Mars 2005

48. **Expérience et connaissance du FIDA.** Les principaux atouts du Fonds résident dans sa solide expérience opérationnelle et dans la connaissance qu'il a de la promotion du développement rural au niveau territorial. Au cours des 20 dernières années, le Fonds a élaboré un processus visant à identifier les pratiques optimales et à promouvoir l'apprentissage, la gestion des savoirs et l'introduction de mécanismes novateurs dans ses opérations successives. Grâce à son expérience, le FIDA jouit d'un avantage comparatif substantiel pour la mise en œuvre des politiques nationales de réduction de la pauvreté au plan territorial. Les connaissances acquises et les innovations introduites pourront être exploitées à plus grande échelle de manière à pouvoir appuyer la mise en œuvre des politiques nationales.

C. Possibilités d'élargissement et de partenariat avec les ONG et le secteur privé

49. Il existe au Nicaragua d'innombrables organisations du secteur privé et organisations communautaires qui constituent une base solide pour la mise en œuvre d'initiatives de développement rural. Le FIDA a donc la possibilité de forger des alliances avec les organisations du secteur privé pour renforcer leur capacité d'appuyer les projets du Fonds. Plus de 300 ONG opèrent au Nicaragua et beaucoup d'entre elles assument aujourd'hui la prestation des services que le gouvernement ne fournit plus aux ruraux pauvres.

50. Les principales organisations communautaires du pays sont l'Union nationale des producteurs des secteurs de l'agriculture et de l'élevage et l'Union des producteurs nicaraguayens, qui représente les moyennes et grandes exploitations. Les confédérations de coopératives rassemblent plus de 1 000 coopératives agricoles. L'Union nicaraguayenne des producteurs de café et l'Association des producteurs et exportateurs de produits non traditionnels ont créé des centres de recherche et

fournissent un appui aux producteurs dans le domaine commercial.

51. Ces organisations d'agriculteurs et d'ONG s'attachent, de plus en plus, à fournir des services davantage orientés vers le marché et la demande. Bien qu'elles aient acquis la capacité de mettre en œuvre des activités et des projets spécifiques, il faudra renforcer leurs capacités en matière de gestion pour les aider à fournir des services plus efficaces aux ruraux pauvres. Il faudra mobiliser des efforts et des connaissances accrues pour relier les organisations de petits agriculteurs au secteur des entreprises (comme supermarchés, petits et moyens négociants, fabricants et exportateurs).

52. Il existe des possibilités de développement des petites entreprises locales. L'augmentation marquée de la demande de produits alimentaires au Nicaragua résulte de l'urbanisation, de l'élévation des revenus, de la diversification de la consommation et de la modernisation des circuits de commercialisation des denrées alimentaires. Indépendamment de l'augmentation de la consommation alimentaire nationale, la demande régionale en provenance des pays parties à l'ACALE s'accroît très rapidement. Beaucoup de groupes de petits agriculteurs ont été intégrés aux chaînes de valorisation par le biais des négociants, des petits fabricants et des grossistes. L'intégration des petits agriculteurs aux circuits de valorisation des produits agricoles est une stratégie qu'il faudra développer au plan local.

53. Les agriculteurs dont il est question plus haut sont représentés au Comité directeur de la Fondation nicaraguayenne pour le développement technique, agricole et forestier. (FUNICA)⁹. Le FIDA continue de s'attacher à mettre en place un réseau d'appui au développement rural et à l'établissement de liens avec les marchés au plan local afin de promouvoir les activités génératrices de revenus. Parallèlement, la FUNICA joue le rôle d'instance publique de discussion sur le renforcement du cadre institutionnel du secteur privé. Les mécanismes et incitations visant à promouvoir le développement du secteur privé devront néanmoins continuer d'être améliorés si l'on veut exploiter tout le potentiel qu'offre ce secteur.

54. Le FIDA a joué un rôle stratégique au Nicaragua en consolidant les services financiers ruraux. Le Fonds pour le développement paysan (FONDECA), mécanisme de deuxième rang établi dans le cadre de deux projets du FIDA (maintenant achevés) et le Programme d'appui aux services financiers ruraux (SERFIRURAL) jouent un rôle important dans le domaine du financement rural.

D. Liens stratégiques possibles avec d'autres donateurs et institutions¹⁰

55. L'insuffisance de la coordination entre les politiques des donateurs et les politiques du gouvernement a, pendant les années 90, compromis l'efficacité des interventions de développement et leurs résultats à long terme. À l'heure actuelle, le gouvernement dirige les efforts de coordination entrepris au niveau des différents donateurs pour améliorer l'efficacité de l'aide. Un conseil composé de représentants du gouvernement et de 18 organismes donateurs discutent d'une approche sectorielle de développement rural inspirée des principes du programme PRORURAL. Le FIDA mène actuellement un projet pilote de présence sur le terrain au Nicaragua dans le but de maintenir un dialogue constant avec le gouvernement et les autres donateurs ainsi que d'appuyer l'exécution des projets.

56. Le FIDA a l'expérience du cofinancement d'activités au Nicaragua avec des donateurs bilatéraux et multilatéraux: la Banque mondiale, la BID, l'Union européenne, le Programme alimentaire mondial (PAM), la SDC et la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE). Il collabore également avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la

⁹ La création de la FUNICA a été appuyée par le Gouvernement nicaraguayen, le FIDA, la Banque mondiale, SDC et la DANIDA. Cette fondation se compose actuellement de 25 institutions représentant le gouvernement, le secteur privé, la société civile et les universités et administre les fonds publics disponibles pour l'allocation, après mise au concours, des ressources disponibles pour l'assistance technique et la recherche agricole.

¹⁰ Pour de plus amples informations, voir l'appendice V.

FAO. Le Fonds a établi une relation stratégique avec la Banque mondiale dans le contexte du cofinancement du programme de fonds d'assistance technique (FAT) pour lequel la Banque mondiale est institution coopérante. La BID est la principale institution de financement de l'Institut de développement rural et est le partenaire idéal pour la mise en œuvre du programme. La BID a cofinancé le projet de développement rural dans la région aride de la côte pacifique sud (PROSESUR), et le FIDA a cofinancé le programme PRODESEC avec la BCIE et maintient de solides relations dans le pays et dans la région. L'Union européenne, qui a cofinancé le Programme d'apport de capital aux petits exploitants de la zone Tropiseq des Segovias (TROPISEC), est également l'un des donateurs qui contribuent le plus aux efforts du pays.

57. Les donateurs multilatéraux ou bilatéraux cofinancent des programmes et des projets qui complètent le programme de pays du FIDA. La BID appuie l'Institut de développement rural pour l'aider à réaliser un programme de renforcement de l'infrastructure rurale qui a pour but de promouvoir l'établissement de liens avec les marchés, spécialement dans les régions rurales isolées. En outre, la BID appuie les réformes institutionnelles entreprises par l'Institut. Le FIDA et la BID cofinancent un projet de promotion des investissements des fonds rapatriés et de développement rural qui a pour but d'améliorer l'impact sur l'activité économique locale de ces fonds. La Banque mondiale, avec le FIDA, SDC et DANIDA, aide le Ministère de l'agriculture et des forêts et la FUNICA à mener à bien un programme de promotion, de développement et d'assimilation des technologies agricoles, qui constitue un élément essentiel des efforts visant à faciliter l'accès aux marchés. La Banque mondiale exécute un projet de régularisation des titres de propriété foncière, élément indispensable à l'amélioration de la jouissance foncière et à la promotion des investissements dans le secteur rural et dans le secteur agricole. Il existe par ailleurs un solide mouvement de promotion du microfinancement appuyé par différents donateurs, y compris le FIDA, par le biais des sous-prêts de la FONDECA et du don d'assistance technique au programme SERFIRURAL. RUTA est un projet régional des gouvernements du Belize, du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama qui est cofinancé par les gouvernements de ces sept pays et par un groupe d'institutions associées (BID, Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni, FAO, FIDA, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA).

E. Domaines de concertation

58. La concertation entre le FIDA et le gouvernement, les donateurs et le secteur privé pourrait porter sur les points ci-après:

- **Politiques sectorielles.** Le gouvernement a demandé à la communauté internationale de coordonner l'assistance technique et financière au secteur rural pour mettre en œuvre une approche sectorielle du développement rural alignée sur les objectifs et la stratégie présentés dans le programme PRORURAL. Le FIDA a participé à cette concertation et continuera de le faire en faisant l'apport de l'expérience acquise grâce à plus de 20 ans d'opérations sur le terrain. L'application à plus grande échelle des enseignements retirés ainsi que l'expérience qu'il a acquise sur le terrain constituent la principale contribution du Fonds à ce processus de concertation.
- **Réforme des institutions chargées du développement rural.** Les faiblesses qui caractérisent la conception des institutions, les incitations et la gestion limitent actuellement la mise en œuvre des politiques de développement rural. Le programme PRORURAL recommande un certain nombre de mesures de réforme des institutions visant à faciliter la coordination entre les activités territoriales et les institutions chargées de la formulation des politiques au plan central, avec l'appui technique et financier des donateurs. Le programme de pays du FIDA appuiera les réformes entreprises dans le secteur rural public afin d'améliorer l'efficacité de chacune des institutions concernées et

de resserrer la coordination entre les institutions du gouvernement central et les territoires. Au plan territorial, le FIDA encouragera la concertation pour faciliter la réalisation des objectifs de développement rural dans des domaines comme le renforcement du capital humain, la jouissance des droits attachés à la citoyenneté, l'égalité entre les sexes, l'intégration sociale et matérielle, l'emploi, l'accès aux marchés, la création de possibilités d'activités génératrices de revenus, le renforcement de la sécurité alimentaire, la réduction de la vulnérabilité et la gestion des ressources naturelles.

- **Le processus d'apprentissage**, fondé sur l'expérience tirée au plan local des interventions de développement rural, doit être entretenu si l'on veut améliorer durablement l'efficacité. Des mécanismes de communication interorganisations doivent être mis en place pour élargir efficacement les activités sur le terrain. Dans le cadre de son programme de pays, le FIDA appuiera ce processus de diffusion des connaissances, de reproduction de l'expérience acquise et de communication des pratiques optimales afin de promouvoir le développement rural.

F. Mesures visant à améliorer la gestion du portefeuille

59. Dans le contexte actuel, la gestion du portefeuille du FIDA devrait tendre à: i) améliorer les capacités opérationnelles; ii) mettre en œuvre intégralement des activités prévues; et iii) suivre les résultats et l'impact. À la lumière des enseignements retirés par le FIDA au Nicaragua, l'attention devrait porter sur les domaines suivants: i) amélioration de la coordination entre les institutions et renforcement des entités nationales; ii) création de nouveaux instruments et méthodes pour faciliter l'accès des ruraux pauvres aux avoirs et aux services; et iii) utilisation des programmes régionaux du FIDA comme moyen d'améliorer les capacités de gestion, de suivi et d'évaluation des projets. Les éléments particulièrement importants à cet égard sont le réseau de projets appuyés par le FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes (FIDAMERICA), PREVAL, RUTA, le projet concernant l'investissement des fonds rapatriés et le développement rural et le programme SERFIRURAL.

60. Le démarrage des activités et des projets du FIDA a été retardé. Il faut habituellement plus d'un an pour commencer à mettre en œuvre les opérations sur le terrain. L'absence de coordination entre les institutions publiques qui participent à l'exécution de projets entraîne également des retards. Pour ses interventions futures, le FIDA jouera un rôle plus actif aux stades préalables à l'exécution en les appuyant directement par le biais du responsable de sa représentation sur le terrain. En outre, la mise en œuvre du programme PRORURAL réduira peut-être les causes de ces retards.

61. Le FIDA a sélectionné le programme PRODESEC, au Nicaragua, pour la première enquête pilote de référence entreprise dans le cadre du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il a été mené une enquête auprès de 900 des ménages bénéficiant du programme. Il existe deux indicateurs SYGRI pour les projets du FIDA concernant directement la réalisation des OMD: i) amélioration des avoirs des ménages ruraux; et ii) réduction de la malnutrition chez les nouveaux-nés. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le PREVAL et l'Unité de gestion du programme PRODESEC ont fourni un appui pour la réalisation de cette enquête, dont les résultats seront utilisés comme données de référence pour mesurer l'impact du programme.

G. Cadre indicatif de financement et programme de travail à horizon mobile

62. Grâce aux occasions offertes par le présent COSOP, le programme de prêts du FIDA appuiera la réalisation de ses objectifs stratégiques de développement en: i) améliorant les processus, les mécanismes et incitations afin de faciliter l'accès des ruraux pauvres aux marchés; ii) renforçant les capacités et accroissant l'efficacité des institutions locales de développement rural qui s'emploient à faciliter l'accès des ruraux pauvres aux marchés; iii) se produisant à plus grande échelle les stratégies

novatrices, les connaissances et meilleures pratiques mises à l'épreuve sur le terrain et les intègrent aux politiques nationales et régionales de développement rural pour garantir un apport continu d'innovation en milieu rural. L'impulsion donnée par le gouvernement aux activités de réduction de la pauvreté dans le contexte du cadre de dépenses à moyen terme contribuera à resserrer la coordination et complétera l'assistance fournie par le FIDA et d'autres donateurs pour promouvoir le développement rural durable pendant la période 2005-2009.

63. À sa réunion de septembre 2005, le Comité du développement¹¹ a étudié les approches qui permettraient d'améliorer l'efficacité de l'aide et a identifié les mesures de nature à promouvoir la réalisation des OMD dans les pays les plus pauvres. Le Comité a envisagé d'établir des arrangements "mixtes" qui pourraient être un moyen novateur de maximiser l'impact des courants actuels d'assistance, soulignant que, dans les pays les plus pauvres, comme au Nicaragua, une combinaison de prêts à conditions particulièrement favorables et de dons pourrait permettre d'accroître les investissements requis pour la réalisation des OMD et de faire face aux besoins de financement des activités de développement que le système actuel ne permet pas de couvrir intégralement. C'est dans ce contexte que le cadre proposé pour les prêts du FIDA financera des activités visant à renforcer les capacités des institutions locales publiques et privées d'aider les ruraux pauvres à augmenter leurs revenus, ainsi qu'à améliorer la gestion des connaissances et à mettre au point des mécanismes et processus novateurs propres à accroître l'efficacité des interventions de développement rural. De tels arrangements contribueront beaucoup à améliorer les indicateurs de la pauvreté en milieu rural. Le niveau que représenteront effectivement les prêts à conditions particulièrement favorables et les dons dans le contexte de ces arrangements mixtes devra être déterminé lors de la formulation des modalités de la participation proposée du FIDA au programme PRORURAL.

64. Avec une cote de performance de 4,267, les indicateurs du SAFP pour le Nicaragua sont légèrement inférieurs à la moyenne de ceux qui sont enregistrés dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. S'agissant de l'indicateur concernant le cadre général (3,69) et l'indicateur de performance du portefeuille (5), le Nicaragua dépasse la moyenne de la région. Néanmoins, n'ayant qu'une population peu nombreuse, le Nicaragua ne peut prétendre qu'à un scénario de prêts de base de 1,56 million de USD par an.

65. Outre qu'elle a permis de rassembler les informations nécessaires pour calculer des notes à appliquer dans le contexte du SAFP, l'évaluation du cadre de politiques sectorielles de développement rural réalisée en vue du présent COSOP a permis de mener un dialogue intensif au Nicaragua. Sur la base de cette évaluation, il est envisagé trois scénarios de prêts assortis de seuils de performance.

¹¹ Comité ministériel conjoint des Conseils des Gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international sur le transfert de ressources réelles aux pays en développement, 25 septembre 2005, Washington.

Scénario de prêt	Seuils de performance	Note
Scénario de base	<ul style="list-style-type: none"> • Persistance des conditions sur lesquelles est fondé le cadre de politiques sectorielles de développement rural, particulièrement des points de vue ci-après: <ul style="list-style-type: none"> i) les politiques macroéconomiques améliorent la compétitivité des petits exploitants ruraux; ii) des programmes de développement de l'infrastructure et des programmes d'enregistrement des titres de propriété foncière des ruraux pauvres sont réalisés par des tierces parties; et iii) les organisations rurales sont mieux représentées au sein des organes consultatifs et des organes exécutifs du gouvernement. • Le portefeuille du FIDA ne comporte pas de projet présentant des problèmes majeurs ni de projets à risque. 	 3,50 3,50 3,63 5,00
Scénario inférieur	<ul style="list-style-type: none"> • Dégradation des conditions sur lesquelles est fondé le cadre de politiques sectorielles de développement rural: <ul style="list-style-type: none"> i) les politiques macroéconomiques améliorent la compétitivité des petits exploitants ruraux; ii) des programmes de développement de l'infrastructure et des programmes d'enregistrement des titres de propriété foncière des ruraux pauvres sont réalisés par des tierces parties; et iii) les organisations rurales sont mieux représentées au sein des organes consultatifs et des organes exécutifs du gouvernement. • Le portefeuille du FIDA contient des projets présentant des problèmes majeurs et des projets qui ne se sont pas améliorés depuis trois ans ou plus. 	 3,00 3,00 3,00 3,00
Scénario élevé	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des conditions sur lesquelles est fondé le cadre de politiques sectorielles de développement rural: <ul style="list-style-type: none"> i) les politiques macroéconomiques améliorent la compétitivité des petits exploitants ruraux; ii) des programmes de développement de l'infrastructure et des programmes d'enregistrement des titres de propriété foncière des ruraux pauvres sont réalisés par des tierces parties; et iii) les organisations rurales sont mieux représentées au sein des organes consultatifs et des organes exécutifs du gouvernement. • Tous les projets du portefeuille du FIDA s'améliorent depuis trois ans ou plus. 	 4,50 4,50 4,00 5,00

66. Si la situation continue de correspondre à celle du scénario "de base", une nouvelle intervention serait envisagée au cours des trois à cinq prochaines années. Selon le scénario "inférieur", les possibilités effectives d'investissement pour le FIDA diminueraient et la valeur de son intervention baisserait. Selon le scénario "élevé", les augmentations annuelles du montant des prêts permettraient d'élargir la couverture géographique des interventions du Fonds, conformément aux priorités du gouvernement et du FIDA.

COUNTRY DATA

NICARAGUA

Land area (km² thousand) 2003 1/	121	GNI per capita (USD) 2003 1/	740
Total population (million) 2003 1/	5.48	GDP per capita growth (annual %) 2003 1/	-0.3
Population density (people per km²) 2003 1/	45	Inflation, consumer prices (annual %) 2003 1/	5
Local currency	Cordoba Oro (NIO)	Exchange rate: USD 1 =	NIO 16.85
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1997-2003 1/	2.6	GDP (USD million) 2003 1/	4 083
Crude birth rate (per thousand people) 2003 1/	29	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1983-1993	-2.6
Crude death rate (per thousand people) 2003 1/	5	1993-2003	4.3
Infant mortality rate (per thousand live births) 2003 1/	30	Sectoral distribution of GDP 2003 1/	
Life expectancy at birth (years) 2003 1/	69	% agriculture	18
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	26
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	15
Total labour force (million) 2003 1/	2.17	% services	56
Female labour force as % of total 2003 1/	38	Consumption 2003 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	16
School enrolment, primary (% gross) 2003 1/	109 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	73
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2003 1/	33 a/	Gross domestic savings (as % of GDP)	11
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2003 1/	605
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2002 2/	20 a/	Merchandise imports 2003 1/	1 887
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2002 2/	10 a/	Balance of merchandise trade	-1 282
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2003 1/	8 a/	before official transfers 2003 1/	-1 299
Physicians (per thousand people) 2003 1/	2	after official transfers 2003 1/	-780
Population using improved water sources (%) 2000 2/	77	Foreign direct investment, net 2003 1/	201
Population with access to essential drugs (%) 1999 2/	0-49	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 2/	85	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2003 1/	-1
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2003 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2003 1/	15	Total external debt (USD million) 2003 1/	6 915
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2003 1/	280 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2003 1/	40
Food production index (1999-01=100) 2003 1/	126	Total debt service (% of exports of goods and services) 2003 1/	12
Cereal yield (kg per ha) 2003 1/	1 954	Lending interest rate (%) 2003 1/	16
Land Use		Deposit interest rate (%) 2003 1/	6
Arable land as % of land area 2003 1/	16 a/		
Forest area as % of total land area 2003 1/	27 a/		
Irrigated land as % of cropland 2003 1/	4 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2005

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2004

LOGICAL FRAMEWORKS
COSOP Logframe (To be completed during formulation)

Strategic Objective for Nicaragua Country Programme	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks¹
Rural poor men and women are mainstreamed into processes of local and national socio-economic development.	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of population with income inferior one dollar a day decrease in line with the MDG target of the NDP of 25% in 2015 from 45% in 2001. Decrease of prevalence of child malnutrition will be in line with the target of the NDP-O of 15.5% in 2006 from 17.8 in 2001. Decrease of rural youth unemployment rate in line with target of NDP (not yet defined, 20% in 2001). Increase of school enrolment in line with target of NDP-O of 89.7% in 2008 from 83.5% in 2003. 	<ul style="list-style-type: none"> Surveys of the GON to measure Ling standards (EMNV) implemented every 4 years. National System for monitoring Development Indicators (Presidency of Nicaragua- SINASIA-SECEP). Surveys by the Ministry of Industrial Promotion and Commerce (MIFIC). Surveys of Ministry of Education. Benchmark Survey, mid-term survey and final survey of RIMS impact indicators. 	
Country Purpose			
Rural development policies incorporate IFAD's experience and knowledge in income generating activities and employment opportunities for the rural poor (men and women).	<ul style="list-style-type: none"> % of public investments geared towards income generating activities and employment opportunities for rural poor % of local development plans show productive and income generation activities for rural poor Incremental increase in income by % of rural poor resulting from income generating activities and employment opportunities 	<ul style="list-style-type: none"> Annual figures of public investments by Min.Fin. in rural poor areas Figures of regional and local development plans Random Survey on source of income combined with RIMS Benchmark Survey 	<ul style="list-style-type: none"> The government agenda for rural development and the harmonization and alignment process stay a high priority. The sectoral MTEF provides support for improved coordination and co-financing.
Outputs (Strategic Development Thrusts for Nicaragua)	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
1. The rural poor (men and women) have improved access to income generating opportunities in a market led context.	<ul style="list-style-type: none"> Increase number of agricultural and non-agricultural SMEs linked to markets. Increase of volume and value of products in local, national and international markets commercialised by rural poor. No of competitive business networks with participation of rural poor functioning. Increased number of rural poor with access to public services and appropriate incentive systems. Increased number of rural poor addressed by adequate employment assistance services. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline Survey, mid-term survey and final survey of IFAD programmes. Market studies by implementing service providers. M+E data of IFAD's programme monitoring system. M+E data of service providers. 	<ul style="list-style-type: none"> Infrastructure and land titling programmes for rural poor implemented by third parties (PBAS C (iii)). Laws and regulations are favourable for public and private investments in rural areas with high concentration of poor (PBAS (C(ii)))

¹ Based on PBAS, see paragraphs 25 and 69 of main text.

Strategic Objective for Nicaragua Country Programme	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks ¹
<p>2. Decentralized institutions and rural organizations are strengthened to promote market access and improve local investment climate.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Increase of presence and/or coverage of public institutions, private sector provider (share of 25%) and rural organisations with market focus. • Accountability and M+E mechanisms within reporting frameworks put in place. • No/value of pro-poor public/private investments started or expanded at local level. • Decision-making for economic development in public sector based on proposals presented by rural poor organisations 	<ul style="list-style-type: none"> • Baseline Survey, mid –term survey and final survey of IFAD programmes. • Monitoring data of programme implementing institutions. • Data on municipal level by Min. of Commerce/Trade. 	<ul style="list-style-type: none"> • Representation of rural organization within executive or advisory government board for rural development improved (PBAS (A(ii))).
<p>3. IFAD field based results are scaled up into national and regional rural development policies.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD experiences, innovations and best practices considered in national development programmes. • IFAD’s projects/programmes are part of national rural development plans coordinated with other donors. • IFAD’s loans within national medium-term expenditure frameworks and annual budgets. • M+E systems established in IFAD operations for performance, transparency and accountability are reflected in national monitoring system. 	<ul style="list-style-type: none"> • Follow-up documents of NDP. • Annual programme of NDP. • Strategic programmes and documents of GON. • Budget of GON. • Documents of Monitoring Units of national development institutions. • Quotations of strategic documents elaborated by other donors. 	
<p>Key Activities:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Design and implement IFAD operations in line with harmonization and alignment process (SWAP). • Support the institutionalization of knowledge management based on IFAD projects in the national rural development process. • Monitor PBAS indicators and identify key policy areas. • Support policy dialogue between private sector, local institutions, rural organizations and central authorities. • Target IFAD programmes in line with NDP. • Promote income generating activities of IFAD programmes in a socially and environmentally sound way. 			

PRORURAL Logical Framework

Narrative	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
<p>Development Objective The production and productivity of rural sector goods and services increased, in a competitive, environmentally sustainable manner with larger participation in internal and external markets generating increased incomes</p>	<p>NPV of the agricultural sector increased by at least 6.24% annually in real terms</p> <p>Productivity of main agricultural has increased by 1%</p> <p>Annual growth rate of real agricultural income is at least 3% for both sexes</p> <p>Trade balance of horticultural produce and beans improved by 50%</p> <p>Environmental indicators of project components are met at least by 80%</p> <p>Slash and burn agriculture reduced by 50%</p>	<p>National accounts</p> <p>Economic indicators of the Central Bank</p> <p>Living standards measurement surveys</p> <p>Employment statistics</p> <p>Project reports</p> <p>Annual temperature measurements</p>	<p>Political stability</p> <p>Global climatic changes do not affect Nicaraguan agricultural and forestry potential</p> <p>Citizen insecurity does not effect agricultural business ventures</p> <p>World markets for agricultural and forestry products are liberalized</p> <p>Environmental contamination does not affect agricultural businesses significantly</p> <p>Rural households have access to basic services</p>
<p>Specific Objectives SO1 Sustainable development of the forestry sector furthering adequate management of natural forests, plantations and agro forestry systems</p>	<p>Increased forest cover by 60 000 hectares</p> <p>Reduced deforestation from 70 000 hectares to 40 000 hectares</p> <p>Value of exports of forestry products increased by 100% on a baseline of USD 6.7 million in 2004.</p>	<p>Forestry maps</p> <p>Nicaraguan environmental indicators</p> <p>Annual INAFOR reports</p>	<p>There is a sufficient level of private investment in forestry plantations and agro forestry systems</p>
<p>SO2 Increased capitalization of the financial and physical assets families and agri businesses while promoting the use of clean technologies which are environmentally sustainable</p>	<p>Value of assets of poor producers with potential increased by 20%</p> <p>Value of the assets of medium sized producers increased by 25%</p>	<p>Annual MAGFOR and IDR reports</p> <p>INEC surveys</p>	<p>Entrepreneurial management capacity of participating producers is improved</p> <p>Effective control by producers of their means of production ,</p>
<p>SO3 Accelerated processes of technological innovation which are friendly to the environment including research, technical assistance and education throughout agricultural clusters and chains prioritized by the NDP in rural territories</p>	<p>At least 80% producers and providers of services satisfied with the services they received</p> <p>At least 80% of producers who receive assistance from INRA and FAT adopt at least 2 new techniques</p>	<p>INTA and FUNICA data bases</p> <p>External evaluations</p> <p>Adoption research</p> <p>Producer surveys</p>	<p>Favourable climates</p> <p>Accessible credit</p> <p>Land tenure security</p> <p>Access to markets and productive infrastructure</p> <p>Macroeconomic stability</p>

Narrative	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
<p>SO4 Fulfilment of international plant and animal health standards</p>	<p>Up to 98% of all shipments of agricultural products pass inspections All exporting companies have their plants certified</p>	<p>DGPSA, MIFIC and MINSA reports Data bases of the Animal and Plant Health services</p>	<p>WTO member countries disseminate transparently and in a timely manner their animal and plant health measures and regulations</p>
<p>SO5 Expansion and rehabilitation of basic infrastructure for the production of goods and services of the rural sector based on expressed demand by population groups in territories with greater possibilities</p>	<p>At least 80% of beneficiaries of investments are satisfied with the services they received</p>	<p>IDR reports Municipal records Directed surveys</p>	<p>Coherence with local development plans Local population and local governments participate in the maintenance of infrastructure</p>
<p>SO6 Modernization and institutional strengthening of the agricultural and forestry public sector in its relationship with the private sector</p>	<p>Participating agricultural and forestry public sector institutions have completed their institutional modernization plans including decentralization, legal frameworks and improvements in managing financial and human resources At least 80 % of international donor agencies and the public sector institutions are satisfied with the performance of instruments for implementation and monitoring of the project</p>	<p>Modernization plans of participating institutions Legal instruments Human resources data bases Institutional budgets</p>	<p>The donor community maintains harmonization and alignment in relation to e GON rural sector policies Political will to keep to agreements and legal and institutional reforms Available financial resources to maintain the reform process Possibility to apply a modern policy for managing human resources in the context of the Civil Service Law</p>
<p>SO7 Formulation and implementation of a rural development policy and strategy and coordination in the implementation of strategic and operational plans of the institutions of the agricultural public sector</p>	<p>More than 60% of the members of the Production Council are satisfied with their participation in the formulation and implementation of rural sector policies and strategies At least 90% of donor agency representatives who participate en the rural development sub table have aligned their cooperation strategies with GON sector policies 100% of expenditures of institutions implementing the project correspond to the PMGP</p>	<p>Specific surveys Minutes of meetings of the Production Council Minutes of the meetings of the Rural Development donor sub table Reports on budgetary implementation</p>	<p>Political stability</p>

STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats	Remarks
Secretariat for Coordination and Strategy of the Presidency (SECEP).	Small institution, high technical level, effective, negotiates with the highest political levels and with international development agencies in matters relating to macroeconomic policies. Bears strong influence on Government's decisions and policies.	Has limitations in its implementation capacity. Is weak at coordinating, monitoring and controlling other government agencies.	Responsible for the implementation of the SGPRS and for the elaboration and consultation process of the NDP. Bears a strong influence on the Government's decisions and policies. Interested in promoting the development of conglomerates of dynamic activities (the so-called <i>clusters</i>), which would generate employment opportunities for the poor sectors of society.	Changes in political orientation that modify its institutional role. The new role given to SECEP to follow-up on investments may lead to a duplication of roles.	It is possible and very convenient to involve SECEP in the programming and monitoring of IFAD-financed projects and programmes.
Ministry of Foreign Affairs (MRE).	Interlocutor with international development agencies. Has taken a very active role in the coordination of the <i>Sectoral Boards</i> .	Has weak technical capacity, although there have been improvements over the past few years in this respect.	Together with SECEP, plays a key role in the coordination between international development agencies' activities and the NDP and EDRP.	Relatively weak due to the powerful influence of some 'heavy-weight' international development agencies.	Maintaining and deepening linkages will be essential in a scenario of increased donor coordination.
Ministry of Agriculture, Livestock and Forestry (MAGFOR).	Responsible for policymaking and rule-setting for rural and agricultural development. Experienced and highly-skilled technical staff. Through its Policy Office, is responsible for the formulation of the EDRP proposal and for coordinating the corresponding consultation process in the <i>Sub-Board for Productive Rural Development</i> (part of the NDP).	Low implementation capacity. Organizational and bureaucratic deficiencies reduce its efficiency. Specialized mainly in agricultural development, with limited experience in rural development. Has difficulties in leading the consultation process for the EDRP.	Plays a key role in development strategy-formulation and policymaking, knowledge management, technical training, natural resource management, and project implementation management and follow-up.	Difficulties in coordinating with other governmental instances, most notably SECEP and, particularly, IDR.	Contributing to MAGFOR's strengthening in formulation, implementation and monitoring of policies seems to be a strategically relevant support area.
Ministry of Natural Resources and Environment (MARENA).	Responsible for environmental policymaking, regulations and guidelines, as well as for the monitoring and overseeing of these. Has a direct management and/or management oversight role over protected natural areas. Has branches covering the entire country.	Limited operational control capacity over individuals' private actions and operations in rural areas of the country, particularly in what concerns the application of law/regulations on the exploitation and use of natural resources.	The main opportunity and, at the same time, main challenge is to achieve compatibility between economic activities and the conservation and/or recovery of environmental assets. The EDRP puts forward a starting point (<i>Strategic Zones</i>).	Policy-coordination problems between MARENA and MAGFOR, or between MARENA and other governmental instances dealing with economic development.	In some areas of the country, coordination with MARENA is key for IFAD.

STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (CONTINUED)

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats	Remarks
Rural Development Institute (IDR)	Implementing institution of rural development, production-related and infrastructure projects, with support from various external co-financing sources. Has developed expertise in resource management and project implementation. Wide territorial coverage.	Has weaknesses in the areas of strategies, knowledge management and methods for development promotion. This limits its capacity for policy implementation. Continues to be an aggregate of projects that are scarcely articulated with one another. Has problems in monitoring project activities, consolidation of results, and continuity of actions once projects are closed.	IDR and the Government show interest and willingness in advancing towards a progressive integration of projects. The goal of this integration would be to institutionalize project actions, within the framework of strategic programmes.	Highly dependent on external funds. There are risks concerning the continuity of an operational framework based on an aggregate of projects rather than on an integrated development action. Difficulties for coordinating efforts with other governmental instances.	Currently, it is IFAD's main implementing agency in the country and it is expected to remain so in the future. Its institutional strengthening is important.
Nicaraguan Institute for Agricultural and Livestock Technology (INTA)	Wide coverage (90 branches all over the country). Has made progress in technological development in products of interest to small- and medium-scale producers. Still has an incipient orientation in what concerns the promotion of products with market demand/potential.	There has been a loss of qualified staff.	There are possibilities for coordination with various actors in the agricultural and livestock sector.	Budget highly dependent on resources coming from international development agencies.	Has had an active participation in the establishment and implementation of FUNICA.
Nicaraguan Institute for Municipal Public Works (INIFOM)	Implementing agency of support programmes to municipalities. Operates with resources from various international development agencies. Has been able to institutionalize all projects implemented (those dealing with its operational areas).	Has been influenced by political interventions.	Develops an institutional strengthening programme of its own which is targeted at municipal governments, with resources from various agencies. The emphasis of this programme is on the development of the municipal governments' capacities to generate and manage financial resources by their own means, and on making these financial resources independent from the national budget.	Has been perceived as a political platform for Government positions, a fact which has decreased the credibility of its actions.	Deals with funds received from various development agencies and manages them jointly under a single budget.
Association of Municipalities of Nicaragua (AMUNIC); Mayor's Offices (municipalities); and associations of municipalities (national and departmental)	Some departments and/or municipalities, have developed participatory processes for the drafting and consultation of development proposals, with a high degree of social consensus. Are close to potential beneficiaries.	Have limited resources and have weaknesses in technical capacities. Have varying levels of political power as well as varying implementation capacities for municipal-level development initiatives and for coordination with other municipalities.	The recent approval of financial transfers from the national government to municipal governments represents an opportunity for increasing the bargaining power of the latter in the decision-making process.	A higher availability of resources without the corresponding managerial capacities is a threat in what concerns the prudent management of these resources.	The Mayor's Offices (municipalities) are potential coordinators of development actions in some areas of the country.

STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (CONTINUED)

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats	Remarks
Nicaraguan Investment Corporation (FNI – <i>Financiera Nicaragüense de Inversiones</i>)	Reknowed financial institution, manages second-tier funds. Operates with other financial institutions that provide credit on an efficient and sustainable basis.	Few linkages with its clientele. Does not have field offices/branches.	Knows the clientele of financial institutions that deal with the Rural Development Fund (FONDECA) and manage FONDECA's resources.	Subject to political pressures. It could function as a state-owned development bank.	Manages FONDECA's funds serving as a second-tier-fund entity.
Commercial banks	Have been developing themselves quite successfully and are reaching out to the agricultural sector.	Credit given for the agricultural and livestock sector is still very limited.	Some are willing to initiate operations in rural areas.		
Microfinance institutions	Through various projects, IFAD and other agencies have contributed to the development and strengthening of rural financial services. In some areas, microfinance institutions make a significant amount of financial resources available to poor sectors that have income generating activities capacity and potential for income generating activities development.	There are no supervisory agencies for microfinance institutions. There is no specific legal framework for informal financial institutions establishing criteria and standards. A legal act in this regard has been recently approved but is still not effective. This act, when effective, will exclude microfinance institutions from raising savings capital from individuals.	Programmes supported by IFAD and other agencies contribute to an expansion of financial services offered, to a wider geographical coverage of these services, and to improvements in procedures.	Main risks refer to: (a) the conflict between the needed strengthening of microfinance institutions and the scope of the services they offer; and (b) the excessive growth of these institutions in relation to their capacities.	IFAD has accumulated a significant experience in this field. There are relevant lessons learned for both on-going and future project interventions.
Grassroots organizations	There are about 1 000 rural cooperatives (600 of which are members of the FENACOOB). They include about 40 000 families and have wide territorial coverage. Five large membership-based organizations (APPENN, UNAG, UNAPA, UNICAFE and UPANIC) represent about 60% of all agricultural and livestock producers.	Many of them had an approach geared towards serving membership-based organizations rather than developing production-related services. Recently, due to market demands and the new context in place, they have adopted a more market-oriented and demand-driven approach.	A legal act on cooperatives is currently being drafted. Previous experiences supported by IFAD have shown that there is good capacity in existing organizations to absorb project activities.	Weaknesses in managerial capacities.	Specific actions are needed in order to strengthen the managerial and income generating activities capacities of these organizations. The mapping of existing organizations is recommended. This mapping exercise would be useful to various programmes.

STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (CONTINUED)

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats	Remarks
Private commercial, industrial and services companies	May represent a demand for farmers' and/or rural wage labourers' products.	There have been weak linkages with small rural producers. The salary levels offered by these companies are not attractive to wage labourers, who, as a result, prefer to migrate/emigrate.	Their distribution all over the country represents an opportunity for the development of productive agricultural activities and/or employment-generation. The NDP and the EDRP propose the build-up of "clusters" with private companies. These companies and the clusters formed by them are portrayed as Nicaragua's "engines of economic growth" in the NDP and EDRP.	If grassroots organizations are weak, private agents are able to offer unfair commercial and/or employment conditions, restricting possibilities for a fair distribution of the locally-generated income.	The mapping of existing organizations is recommended. This mapping exercise would be useful to various programmes.
Private not-for profit organizations; NGOs	There are numerous private organizations operating in the country (more than 300 NGOs). They are particularly effective when they articulate their actions with those of grass-roots organizations. In many cases, they have built capacities of beneficiaries and generated relevant information and analysis.	Many times they have substituted grassroots organizations, and this has decreased the credibility of their work.	Lessons can be derived from the experiences accumulated by these organizations. These lessons can constitute the base upon which to implement local development initiatives. They can be appropriated by development projects to offer income generating activities support and knowledge-based services.	In many cases, face difficult financial situations, with a high dependence on external resources.	IFAD's actions could also be targeted at the capacity-building of these organizations, so that they would become 'better' allies of grassroots organizations and end users.
Several mixed institutional instances (national and local) of relatively wide-scope coordination and integration	Several coordination and integration instances have been recently formed. Consultation processes and proposal-making for development actions that require a relatively high level of social consensus are carried out within these instances. This has been observed, at different intensity levels, at the national, sectoral and local levels (departmental and/or municipal).	In some instances, there is a risk of substituting the government's guiding role by asymmetries in power and institutional capacity in relation to multilateral or bilateral development agencies.	These instances and the proposals agreed upon in them are, at least potentially, more solid and lasting in face of changes in key positions in government. The recently approved <i>Citizen's Participation Act</i> is soon to be enforced.	Changes in political orientation that would discontinue or otherwise reduce the role played by these instances.	IFAD's actions will take into account these institutional consultation and coordination instances as well as the proposals resulting from these processes.

APPENDIX IV

IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME

The proposed opportunities in the present COSOP are fully in line with the IFAD corporate strategy, as well as the regional strategy for Latin America and the Caribbean. **The strategic objective for the Nicaragua Country Programme** is to empower rural poor men and women to be integrated into the processes of local and national socio economic development.

Strategic framework for IFAD 2002/06. (Quotations).	Strategic development thrusts for Nicaragua:
<p>“Increasingly, projects need to make effective links to the policy level, using knowledge generated in a more catalytic manner. As progress is made, IFAD’s advocacy work will become less a matter of direct dialogue between IFAD staff and government officials than an outcome of its support to the capacity-building of poor people’s organizations</p>	<p>In the context of the GON National Development Plan and the Rural Sector Plan (PRORURAL) IFAD will accomplish a catalytic role, by means of scaling up field results – good practices, innovations and knowledge – into national and regional rural development policies. IFAD has accumulated important knowledge from the implementation of six projects in the country, which will enhance field interventions and will strengthen partnership with GON agencies, the private sector and donors.</p>
<p>“One of the most important factors leading to entrenched poverty is access to natural resources such as land, water and forests.....In their efforts to raise agricultural productivity or to diversify incomes, the poor often need investment and working capital. ... Assistance needs to focus on developing professional and responsive rural finance institutions... Efforts to increase agricultural productivity can only be effective if they are linked to an appreciation of market potential... Transport infrastructure is also critical for developing links to the outside world”.</p>	<p>At field level, IFAD programme will promote and improve access of rural poor men and women to income generating opportunities in a market context. The programme will administrate resources to support local demands to access natural resources and financial services, to build infrastructure, to increase productivity, diversification and quality of products, to reduce transaction costs and to access to local business networks</p>
<p>... the poor need to be provided the chance to build individual and collective capabilities in order to gain access to economic opportunities and basic social services and infrastructure. Lack of strong social organization makes it difficult for the poor to exploit potential opportunities within their communities and to develop links with external partners....enhancing the human and social capital base of the rural poor will also enable them to interact with those wielding power on a more equitable and informed basis.</p>	<p>To improve the rural poor access to social and economic development opportunities, the national public institutions, local governments, grass root organizations and the private business sector will be supported to promote market access and improve local investment and socio economic development climate.</p>

ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED

Donor/agency	Nature of project/programme	Project/programme coverage	Status	Complementarity/synergy potential
The World Bank	<p>Broad Based Access to Financial Services project for providing equitable access to competitive financial services for low income houses and SMEs; <u>PSTAC¹</u> to increase public sector labour productivity, improve PS investment management and ensure PRSP implementation; <u>PRSC I</u> for PRSP implementation and fostering improved SWAPs; <u>Land Administration Project (PRODEP)</u> to improve the security of land tenure and boost investment in agriculture; <u>Poverty Reduction and Local Development Project</u> – PRSP support through subproject financing, improvement of basic social services, participatory municipal planning, M&E of social safety nets, and institutional strengthening; <u>2nd Rural Municipal Development Project</u> that includes a component for decentralization of environmental management; and <u>Competitiveness Learning and Innovation</u> for testing private-public partnerships for consensus and reform on business issues including the development of business clusters and competitiveness policies.</p> <p>Pipeline projects include an <u>Agricultural Technology Program supporting PRORURAL</u> (cofinanced by IFAD) and a <u>Forestry and Agroforestry Development Program (PROFORESTAL)</u></p>	National.	Ongoing.	Already exists and Very high.
Inter-American Development Bank	<p><u>Gender and Municipal Development</u> technical cooperation to promote municipal development interventions that meet the needs of women and enable their full participation in the development process; <u>Cleaner Production Methods to Enhance Competitiveness (MIF)</u>; <u>Strengthening in the Area of Commerce and the Environment/CAFTA</u> supporting MARENA in environmental matters in FTAs and institutional strengthening; <u>NDP Sectoral Programming and Prioritization</u> technical cooperation for reform and modernization of the state; <u>PPP Road Program for Competitiveness²</u></p> <p>Remittances and Rural Development Program The Multilateral Investment Fund (MIF) of the IDB and IFAD financed a program on remittances and rural development in LAC</p>	National	Ongoing.	Very high.
European Union (EU)	<p>Supporting SWAPs; MoU with the GON operations that correspond to: ‘local development in a rural environment’, support for rural land-use planning’, ‘education’; and actions from other budget lines in food security, decentralised cooperation, tropical forests, and governance.</p> <p>The work programme from the country strategy focuses on: (1) Socio-economic development in rural areas through rural and agricultural policy, local development project, Matagalpa Jinotega road, TA for budgetary support and SWAP; (2) Human development through sectoral policy education; (3) support to good governance; and (4) Macro-economic support through HIPC participation, reorientation of FEPEX</p>	National.	Ongoing.	Very high.
		National.	Ongoing.	

¹ Public Sector Technical Assistance Project.

² Puebla-Panama Plan Highway Project to Promote Competitiveness

ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED (CONTINUED)

Donor/agency	Nature of project/programme	Project/programme coverage	Status	Complementarity/synergy potential
UNDP	<p>Implementing agency for government programmes. Channels resources from multilateral funds (for instance, Global Environmental Facility -GEF).</p> <p>Binational project for the management of the Río San Juan Basin (Nicaragua – Costa Rica), with resources from GEF and in the framework of UNEP's (United Nations Environment Programme) activities.</p> <p>Project to be implemented by MARENA, MAGFOR and IDR, with the cooperation of GEF (via UNDP), FAO and IFAD.</p> <p>Competitiveness Promotion Programme, through MIFIC.</p> <p>Supports and provides technical assistance for Citizenship programmes, municipal strengthening, coordination with the External Cooperation</p>	<p>Binational river basin area.</p> <p>National.</p> <p>National</p>	<p>Ongoing.</p> <p>Ongoing.</p>	Very high.
FAO	Food Security Programme.	4 municipalities, shares some project areas with PRODESEC.	Ongoing.	Very high.
World Food Programme (WFP)	Assistance to vulnerable groups (children, pregnant women and those breast-feeding, people with a high risk of malnutrition) in areas stroke by natural disasters, droughts and inundations (USD 65.5 million in 1990-2003).	National.	Ongoing.	Very high.
BCIE	<p>Provides funds to the Central American Micro and Small Enterprises Support Programme (PROMYPE), which are earmarked for credit and institutional support to some 15 entities that work with small- and medium-sized enterprises (approximately 80% of them are rural).</p> <p>Has approved USD 5 million over 5 years for the Rural Credit Fund, earmarked for small- and medium-sized agricultural producers and for export promotion of their products.</p> <p>Binational border development project (Nicaragua – Costa Rica and Nicaragua – Honduras).</p> <p>Acts as a trust agent in the management of funds deriving from Nicaragua's debt relief with Costa Rica. Funds are to be channelled to border areas between Nicaragua and Costa Rica.</p> <p>\$10 mm credit to Banistmo de Nicaragua to support the country's productive sectors by improving investment climate, creating new employment opportunities, and increasing competitiveness</p>	<p>National.</p> <p>National.</p> <p>Binational.</p> <p>Binational.</p>	<p>Ongoing.</p> <p>Ongoing.</p> <p>To be implem'd.</p> <p>To be implem'd.</p> <p>To be implem'd.</p>	<p>Already exists, co-finances PRODESEC.</p> <p>Very high.</p>
Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC)	Support to transport infrastructure; some projects implemented through IDR.	National.	Ongoing.	
Development Cooperation Association for Africa and Latin America (ACRA) (Italian NGO)	Programme for the rehabilitation of rice cultivation, with IDR. Supports small productive and infrastructure projects.	Department of Río San Juan.	Ongoing.	
Spanish International Cooperation Agency (AECI) Spain	<p>Araucaria Project: capacity-building and support to economic activities in valuable and fragile natural areas.</p> <p>Through Solidarity International, has a project for municipal strengthening.</p> <p>Support to transport infrastructure.</p>	<p>Department of Río San Juan.</p> <p>Various municipalities.</p> <p>Various municipalities.</p>	<p>Ongoing.</p> <p>Ongoing.</p> <p>Ongoing.</p>	

ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED (CONTINUED)

Donor/agency	Nature of project/programme	Project/programme coverage	Status	Complementarity/ synergy potential
Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA) Sweden	Priority issues: health, education, governance, and, to some extent, infrastructure. Supports a 10-year, USD 30 million programme (FONDEAGRO), being implemented by MAGFOR. Provides support to the institutional strengthening of the Nicaraguan Association of Microfinance Institution (ASOMIF), together with DANIDA.	Departments of Jinotega and Matagalpa. National.	In its third implementation year (out of 10). Ongoing.	
Government of Austria	Various projects dealing with sustainable management of natural resources and subsistence agriculture.	Department of Río San Juan.	Ongoing.	
Canadian International Development Agency (CIDA)	Support amounting to USD 5 million annually in 2002-2007 for investment projects in water infrastructure, sanitation, energy, and socioeconomic assistance to the poor population on the Atlantic coast.	Atlantic coast	Ongoing.	
Swiss Agency for Development Cooperation (SDC) Switzerland	Has a wide cooperation programme with the rural sector, including services, integrated pest management, hillside agriculture, rural finance, and environmental services. Supports the PNTFA. Provides financing to Government and civil society organizations. Proposes to maintain its current strategy.	National, regional.	Ongoing.	Already exists (FAT). Very high.
DANIDA (Denmark)	Agricultural Sector Support Programme – Phase I (PASA I). PASA II – 4 components: agricultural technology, rural financial services, sectoral support, management and monitoring (USD 20 million over 5 years). Environmental Sector Support Programme (PASMA): includes support to MARENA’s institutional strengthening, co-financed with the Finnish International Development Agency (FINNIDA). Also provides support to small development initiatives all over the country. Support to transport infrastructure.	National. National. National.	Closes June 2004. 2004 – 2009. Ongoing.	Very high, has common project areas with PRODESEC; channels funds through FUNICA for an expansion of project area served by FAT.
Donor/agency	Nature of project/programme	Project/programme coverage	Status	Complementarity/ synergy potential
Department for International Development (DFID) (United Kingdom)	Has a regional office in Managua since 2001. Programmes are linked to the SGPRS (aiming at improving the access of the poor to economic opportunities). Provides support to GON’s HIV/AIDS and violence-related programmes. Through RUTA, carries out a Sustainable Livelihoods Survey in 56 communities.	National. National	Ongoing. Implemented.	High.
FINNIDA (Finland)	Has a general approach to support the GON in rural development policies – holistic approach. FOMEVIDAS: Project to be implemented by IDR (FINNIDA will contribute EUR 8 million over 4 years). IDR will implement the first phase of a 10-year project dealing with human capital and employment. Co-finances with DANIDA support to MARENA (PRO-AMBIENTE Programme).	Departments of Boaco and Chontales.	Ongoing.	Very High

ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED (CONTINUED)

Donor/agency	Nature of project/programme	Project/programme coverage	Status	Complementarity/ synergy potential
German Technical Cooperation Agency (GTZ)	<p>Finances two projects that are currently being implemented by IDR, namely the Rural Development Project in the León and Chinandega Regions (PROCHILEON) and the Sustainable Natural Resources Management Project in the Southwest of Nicaragua (SUROESTE). still on</p> <p>-Program for Local Development and Fiscal Transparency -Natural Resource Protection and Rural Development in the Bosawas Zone -Sustainable agriculture and forestry in Rio San Juan -Rural Development Project Chinandega-Leon (PROCHILEON) -Rural capacity building (PROCARU) -Local level monitoring of ERCERP (PRSP) on the part of bilateral civil society</p>	Departments of Chinandega, León, and South western Nicaragua.	Ongoing.	High. Common project areas with PRODESEC.
Government of Japan	<p>One of the largest bilateral donors (since 1990, it has contributed USD 30–USD 40 million annually). Six activity areas: health, education, agricultural development, infrastructure and transport, natural disasters, and governance.</p> <p>Programmes with IDR amounting to USD 5 million annually.</p> <p>Line of support to communities through local governments and NGOs (in 2003, 62 projects totalling USD 4 million).</p> <p>Has approved the financing of 15 bridges in the Acopaya – San Carlos highway. In this respect, will deal with/finance the execution of transport infrastructure works only.</p>	<p>National.</p> <p>National. 87 municipalities.</p> <p>Departments of Chontales and Río San Juan.</p>	<p>Ongoing.</p> <p>Ongoing. Ongoing.</p> <p>To be implemented.</p>	
Government of Norway	Moving towards a higher level of budget support to the GON. Currently, USD 4 million annually are provided in bilateral support to the National Budget, and USD 4 million annually are provided to the private sector and NGOs. Priority issue: fight against corruption. Priority issue in the productive sector: sustainable use of natural resources.	National.	Ongoing.	
Government of The Netherlands	Micro-, small- and medium-sized Companies Support Programme, together with IDB and GTZ. Support to the institutional strengthening of ASOMIF, together with SIDA. SNVa/ – Support to local management and economic development, taking account of environmental and gender aspects. SNV is moving towards an independent income generating activities model for service delivery.	<p>National.</p> <p>National. Municipalities of North and Sud east (Depts. of Nueva Guinea and Río San Juan).</p>	Ongoing. Ongoing. Dutch support until 2005.	High.
United States Agency for International Development (USAID)	Development Assistance Programme plans providing support amounting to USD 271 million for 2004-2008. Target areas: governance, health and education; economic growth through diversification and commercial openness; natural resource management; and food aid.			

APPENDIX VI

THE CONSULTATION PROCESS

1. The consultation process was developed through supervisory missions by the CPM, with support from the Field Program Officer and specific COSOP missions.¹ Consultation activities involved identification and exchange with national players and development agencies based in country. The main themes were the economic, social and political climate; existing rural poverty reduction policies; boosting agriculture; competitiveness of small rural enterprises; and rural employment.
2. In September 2004, Nicaragua developed the PBA that were updated during this year's missions to incorporate the policy and priority changes that have taken place—to specifically, take into account the National Development Plan and PRORURAL. In order to develop and update the PBAs, representatives from public, and private agencies, civil society and IFAD financed teams participated. The IFAD representatives, through bilateral meetings or joint working groups, provided information, opinions, and proposals relevant to their work in the country and specific to the rural sector.
3. **Private sector, unions, and civil society.** The main national labour unions were consulted during the mission and the PBA updates. These are: National Union of Farmers and Cattle-Breeders (UNAG); Nicaraguan Agricultural and Livestock Producers Union (UPANIC); Nicaraguan Coffee Producers Union (UNICAFE); and the Nicaraguan Association of Producers and Exporters of Non-Traditional Products (APPEN). These unions represent approximately 80% of small and medium producers and rural enterprises; manage centers for research and service provision and they support their members in productive and commercial processes.
4. Approximately 300 NGOs currently offer services to the rural sector. Some of these NGOs have a national reach and are very well known while the majority concentrate their activities in one territory and depend on external financing. The missions also worked closely with other major development organizations, specifically NITLAPAN (part of the Central American University-UCA) and CIPRES (Center for the Training of Rural Workers, Small-Scale Enterprises, and Service Providers).
5. **National Government Agency Dialogue.** All IFAD missions to Nicaragua and field program officers have maintained active consulting groups with the government authorities. Regarding the COSOP, working groups were developed in order to specify the IFAD and GON shared objectives within the new policy priorities. The GON is promoting several sectoral investment programs to provide coherent micro-entrepreneurial, environmental and competitive policies in the development of the rural productive sectors. This initiative has facilitated a growing coordination between the international financing agencies for complementary activities and, in some cases, direct support of the national budget.
6. The sectoral Roundtables and Sub-Roundtables convened by the GON, are the spheres/outlets through which the international financial institutions and the IFAD missions and CPM work and coordinate—specifically, the Production and Competitiveness roundtable (under MIFIC coordination) for discussion on proposed sectoral programs. IFAD participated in at least four working groups in the sectoral roundtables over the course of the Nicaragua missions. Discussions were related to the progress in the preparation of PRORURAL, opportunities in IFAD's field of work, and possible co-financing mechanisms.

¹ Two IFAD missions to Nicaragua were carried out over the months of May and July 2005 with the objective of completing the country's Strategic Opportunities Document.

APPENDIX VI

7. The national entities that met to establish and maintain the dialogue were: The Coordination and Strategy Secretariat of the Presidency (SECEP)—the driving force behind the National Development Plan (NDP) and the current PRORUAL; the Ministry of Foreign Relations, through the Board of Multilateral Administration; and the Ministry of Agriculture, Livestock and Forests (MAGFOR). MAGFOR has assumed the leadership role in the finalizing of PRORURAL and the multi-annual budget that will be presented to the National Assembly. Other agencies that maintain a permanent dialogue with IFAD include the Ministry for the Promotion of Industry and Trade (MIFIC)—that coordinates the Cabinet for Production and Competitiveness; the Rural Development Institute (IDR); the Nicaraguan Agricultural Technology Institute (INTA); and the Nicaraguan Institute for Municipal Promotion (INIFOM).

8. There has also been an ongoing dialogue with the project units financed by IFAD that includes staff from completed IFAD projects, with whom relations are still maintained. The contributions of the current PRODESEC and FAT-FUNICA were valuable for analyzing current priorities, learning from past experiences and for elaborating on proposals based on lessons learned.

9. **Consultation with donor agencies.** The diversity and range of the financing and cooperation agencies illustrates the need for coordination in Nicaragua. IFAD needs to continue exploring and defining the reach of future relations. Working groups were formed with the agencies over three of the main themes: PRORUAL implementation and financing; rural financial services; and rural development—specifically, the role of public and private entities.

10. Other areas for dialogue arose over the course of the mission, related to the entities that have had or maintain areas of coordinated work with IFAD like the BCIE, World Bank, IDB, UNDP, and FAO. With the World Bank, the strategic relationship has continued through PTA co-financing (part of FUNICA and FAT), in this framework the necessary harmonization and alignment for the new policy proposals was analyzed. With BCIE, there exists a large trajectory of co-financing in the country including the current PRODESEC, within which possible adjustments and necessary harmonization were analyzed to adequately implement actions in the PRORURAL framework.

11. Coordination with the IDB (past co-financier of PROSESUR), and the EU (co-financer of TROPISUR) was fundamental given the important participation of both as financers of IDR programs. IFAD has maintained an important dialogue and coordination with these agencies, particularly the IDB because of its role as principal financier and as institutional support to IDR.

12. The bilateral agencies opened an interesting sphere in the rural sector. The coordination and dialogue developed during the missions was very important for IFAD, especially the dialogue with the SDC, Denmark, Sweden, Netherlands, and Finland. Of particular relevance is the Joint Mission carried out in May with the Swedish Embassy, DANIDA, Finland Development Cooperation, SDC and IFAD, to identify joint coordination and co-financing areas in the PRORURAL framework. Switzerland and Denmark supported FUNICA's institutional development and the consolidation of FAT as an innovative mechanism for the provision of services. Finland, as co-financer provided institutional support for IDR. Other agencies including Germany, Canada, Spain and Norway are also relevant in financing the rural sector. At this time, they are analyzing possible ways to continue their cooperation.

